



Hope of life DRC

0

HOPE OF LIFE DRC

HOL-RDC

E-mail: hopeoflifedrc@gmail.com

**Rapport des Activités
Réalisées par l'Asbl
«HOPE OF LIFE DRC» Au
cours des années
2021- 2023**



TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	1
ABREVIATIONS	2
Identité du projet.....	4
1. Contexte local en relation avec l'intervention	4
Objectif et résultats attendus du Programme humanitaire	5
Activité 1 : Identification et renforcement des mécanismes communautaires de protection	7
Activité 2 : Evaluer les besoins de protection des PDI et hôtes	14
Activité 3 : FACILITER L'ACCES AUX SOINS ET AUX SERVICES JURIDIQUES DES PDI VICTIMES DE SGBV	20
Activité 4 : SOUTIEN PSYCHOAFFECTIF DES PDI ET COMMUNAUTES HOTES	27
Activité 5 : ENREGISTREMENT DES ENFANTS NE DE PDI A L'ETAT CIVIL.....	29
Activité 6 : IDENTIFICATION, DOCUMENTATION ET ALERTE SUR LES INCIDENTS DE PROTECTION.....	31
Activité 7 : SENSIBILISER LES COMMUNAUTES SUR LE SGBV.....	33
8. Sensibilisation en base communautaire dur le SGBV par la célébration de la journée internationale de la femme ...	36
9.MISE EN PLACE DES MONITRICES DE PROTECTION	37
Conclusion :	38
RECOMMANDATION.....	Erreur ! Signet non défini.



ABREVIATIONS

- ❖ HOL : Hope of Life
- ❖ DRC : Democratoc republic of Congo
- ❖ APS : Agent psychologique
- ❖ APP : Appui psychologique
- ❖ AJ : Assistance juridique
- ❖ AM : Assistance médicale
- ❖ AP : Assistance psychologique
- ❖ ASEE : Abus sexuel et l'exploitation de l'enfant
- ❖ EAE : Espace ami d'enfants
- ❖ ECAC : Espace communautaire pour l'Appui Conseil
- ❖ FA : Famille d'accueil
- ❖ FAT : Famille d'accueil et transitoire
- ❖ FVVS : Femmes victimes des violences sexuelles
- ❖ CI : Communauté locale
- ❖ CEE : Centre d'encadrement des enfants
- ❖ CPN : Consultation prénatale
- ❖ CPS : Consultation préscolaire
- ❖ CCLVSBG : Comité communautaire de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre
- ❖ OBC : Organisation à base communautaire
- ❖ PDI : Déplacé interne
- ❖ RECO : Relais communautaire



- ❖ RECOPE : Réseau communautaire pour la protection de l'enfant
- ❖ VS : Violence sexuelle
- ❖ VVS : Victime des violences sexuelles
- ❖ VBG : Violence basée sur le genre
- ❖ VP : Violence physique
- ❖ VE : Violence économique

RAPPORT CONSOLIDE 2021-2023 POUR LES PROJETS :

1. Programme DGD Humanitaire (Assistance aux déplacés Internes de Bwegera)
2. **Projet S 3G II** : (Stabilité- Genre- Garantie Communautaire, Guichet unique et Gestion de la Chaine d'approvisionnement en médicament essentiels de la Santé Sexuelle et Reproductive deuxième phase)
3. Projet de stabilisation de l'Est de la RDC par la Paix « SPET »



Identité du projet

Ce premier rapport justifie les activités du projet
Personnes de contact : Roger AMULI CHUMA +243 851248836,815161321 Mail : hopeoflifedrc@gmail.com
Nom du projet : Programme DGD Humanitaire (Assistance aux déplacés Internes de Bwegera)
Nom de l'organisation : Hope of Life DRC
Nom des partenaires : Cordaid, Save the Children, FAO
Région : Afrique de l'Est Pays : République Démocratique du Congo Province : Sud-Kivu Territoire de Kalehe, Uvira, Mwenga
Domaine : Protection et Création d'emploi et soutien aux moyens de subsistance (Chaîne des valeurs agricoles)
Période : une année (Janvier 2021 au 31 Décembre 2023)

1. Contexte local en relation avec l'intervention

Depuis une dizaine d'années la république démocratique du Congo est en proie à des activités d'insécurité avec comme conséquences majeurs le déplacement massif interne des populations vers les villages qui ne sont pas les leurs.

Cette récurrence des crises qui provoquent des crises humanitaires et des violations des droits humains et des difficultés des survies.

De ce fait, il y a plusieurs années que les hauts plateaux les Territoires d'Uvira, kalehe, walungu, mwenga et Fizi dans province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo étaient les théâtres des violents affrontements entre différents groupes armés opérant dans la zone entraînant ainsi un déplacement massif des populations constituées essentiellement les hommes, des femmes et enfants, ceux –ci se sont déplacés vers la plaine de Ruzizi plus particulièrement dans les villages sans moyen de subsistance par ce que dépouillés lors du déplacement.



Les déplacés ayant arrivé à la destination d'accueil les uns dans des écoles et d'autres dans différentes églises ou les installations sanitaires insuffisantes et impropre ; les besoins des vivres, non vivres et sanitaires ce sont imposés sur ces paisibles populations en déplacement.

Au vus de ce qui précède, le bailleur a jugé utile de mettre en œuvres un projet humanitaire accès sur la protection des femmes et enfants pour répondre aux besoins de cette population déplacée à travers son partenaire Hope of Life DRC met en œuvre les activités ayant trait à la protection des femmes et enfants dans la zone d'intervention pendant une période de 2 ans afin de répondre favorablement aux besoins des PID qui vit une vie précaire.

Signalons que des activités réalisées par HOL-RDC au cours de l'année 2022 ont assistées plus de 17714 DPI dans les villages qui seront reparti dans chaque activités ci-dessous, parmi eux, 2317 PDI ont retournés leurs villages en date du 30 mai 2022.

Objectif et résultats attendus du Programme humanitaire

Objectif global

Contribuer à la construction d'un environnement propice à la stabilité, à la paix et au développement des zones agropastorales qui présentent une forte insécurité au sahel et dans les grands lacs

Objectif spécifique

Réduire l'insécurité et les conflits entre communautés à travers l'amélioration équitable et durable des conditions de vie et de cohabitation

RESULTATS

R1 : Les personnes et ménages le plus vulnérables sont capable de faire face à leurs besoins immédiats et vive dignement

R2 : Les ménages vulnérables des communautés hôtes et des communautés PDI ont un accès amélioré aux services nécessaires sans risque, discrimination ou préjudice

R3 : Les différentes communautés et différents groupes sociaux accèdent et utilisent les ressources naturelles et communautaires (terre, eau, pâturage et autres ressources naturelles) de façon durable, concertée, harmonieuse et équitable.

R4 : Une meilleure collaboration et concertation entre acteur (humanitaire, développement et de sécurité) contribue à réduire le niveau d'insécurité dans la zone

Au cours de l'année 2021-2022, plusieurs activités suivantes ont été réalisées :

1. Identification et Renforcement des mécanismes communautaires de protection
2. Évaluer les besoins de protection des PDI et hôtes
3. Faciliter l'accès aux soins et services juridiques des PDI victimes des SGBV
4. Soutien psychoaffectif des PDI



5. Appui au service d'état civil pour l'enregistrement des enfants nés de PDI
6. Identification, Documentation et alerte sur les incidents de protection
7. Sensibiliser les communautés sur les VBG
8. Mise en place des monitrices de protection



Activité 1 : Identification et renforcement des mécanismes communautaires de protection

Au cours de l'année 2021-2022, nous avons travaillé ensemble avec les leaders communautaires dans le renforcement des mécanismes communautaires de protection de la manière suivante :

1.1 Installation des boîtes à suggestion pour récolter les informations d'incidents dans la communauté

Cependant, cette stratégie utilisée par HOL-RDC elle dénote d'une certaine volonté managériale visant à associer la communauté au processus d'évaluation des activités du projet et fournir les informations relatives aux incidents de protection.

Ce qui est très motivant pour HOL-RDC, le fait de considérer qu'une proposition peut être initiée par n'importe quelle partie prenante dans la communauté, de plus, cette stratégie permet de faire naître des débats au sein de la communauté, Cet outil permet aussi de récolter certaine recommandation de la part des quelques membres de la communauté entre autres :

- ✓ Sensibiliser les jeunes contre l'utilisation d'alcool fortement alcoolisé qui favorise les violences sexuelles dans la communauté et le banditisme
- ✓ Former les jeunes dans plusieurs métiers pour leur auto prise en charge afin de lutter contre l'intégration des jeunes dans les forces et groupes armés
- ✓ Mettre en place des jardins potagers en faveur des PDI pour lutter contre les violences sexuelles pendant la recherche de légume, ainsi que la gestion des conflits communautaires entre les agriculteurs et les PDI
- ✓ Créer des activités génératrices de revenus aux femmes vulnérables afin lutter contre l'autonomisation des femmes.
- ✓ Mettre en place un comité de médiation communautaire
- ✓ Mettre en place un comité de protection contre les VBG
- ✓ Mettre en place des points focaux de protection.

1.2 Mise en place des jardins potagers en faveurs des femmes PDI victimes des VBG

Au cours de la réalisation de nos activités sur terrain, le nombre des victimes des VS ont augmenter, plusieurs femmes PDI et hôtes sont été violées par les groupes armés suite à la recherche des légumes et de la nourriture pour la famille, c'est ainsi que HOL-RDC à adopté une stratégie de mise en place des jardins potagers en faveurs des femmes PDI, l'une des stratégies pour lutter contre les violences sexuelles aux femmes PDI, non seulement de lutter contre les SGBV mais également l'importance de sa fonction nourricière face à la pauvreté, avec aussi l'intérêt pour les produits sains, l'attention portée à la biodiversité, ainsi que la préservation de l'environnement.

1.3 Formation Effectuées

Au cours de l'année 2021-2022, nous avons organisé des formations pour renforcer les capacités des membres de la communauté pour assurer la protection permanente communautaire sans aucun recours à l'extérieur dont les détails seront présentés dans le tableau synthétique ci-dessous.



1.4 Mise en place des GSEC (Groupe Solidaire d'Épargne et de Crédit)

HOL-RDC a développé durant l'année 2021-2022, une stratégie a été mise en place de différent microcrédit pour répondre aux besoins financiers des femmes PDI plus vulnérable, la promotion d'associations locales et indépendantes d'épargne et de crédit, gérées par les femmes PDI les plus pauvres, Ces associations sont complètement indépendants des banques commerciales, sur les plans financier et institutionnel, Les emprunts sont uniquement fondés sur les économies des membres du groupe composé de 20 femmes par chaque groupe sans apport d'argent extérieur.

Groupe Solidaire d'Épargne et de Crédit (GSEC) des groupes solidaires rassemblant des femmes et des hommes PDI essentiellement démunis, ayant des revenus irréguliers et supposés être au même rang social. Chaque centime épargné ou gagné par le groupe est généré par les membres eux-mêmes. Elles offrent à leurs membres des services financiers à faible coût, reposant sur le principe d'une mise en commun des fonds.

Lorsqu'elles sont mises en place de façon adéquate, les GSEC créent un espace sécurisé au sein duquel les femmes peuvent épargner, accéder au crédit, bénéficier d'un soutien lorsqu'elles sont confrontées à des situations d'urgence personnelles, et bâtir un réseau de soutien social, mais aussi lutter contre l'indépendance et leur autonomisation.



Tableau synthétique de l'activité de renforcement des mécanismes communautaires de protection déterminant les résultats atteints, les innovations apportées et taux de réalisation

Résultats Atteints	Innovation apportée par rapport à la programmation des activités du projet	Taux de Réalisation
<p>1. 6 boîtes à suggestion ont été mises en place pour les récoltes des informations des cas des incidents de protection au niveau communautaire.</p> <p>2. Un espace Ami d'enfants (EAE) est mis en place pour l'encadrement des enfants PDI et hôtes ayant subi des atrocités des guerres</p> <p>3. 2250 enfants encadrés au cours de l'année 2022 dans l'espace ami d'enfants par les encadreurs et les APS.</p> <p>4. 40 jardins potagers familiaux et 1 jardin pilote soit 1.5 h, est mis en place en faveur des 40 femmes PDI et hôtes pour lutter contre les violences sexuelles et la malnutrition chez les femmes enceintes et allaitantes PDI</p> <p>5. Production d'une tonne des légumes en faveur des 40 femmes PDI victimes des SGBV,</p> <p>6. Un Réseau communautaire de protection de l'enfance est mis en place pour Veiller à la promotion et au respect des droits des enfants dans leurs propres communautés,</p> <p>- Développer des activités de prévention des risques de protection auxquels sont exposés les enfants dans la communauté,</p> <p>- Dénonciation, d'identification et de référencement des cas d'abus, de violences, d'exploitation et de négligence à l'encontre des enfants et des activités de médiation entre familles et les enfants,</p>	<ul style="list-style-type: none">• Une formation en faveur des encadreurs des enfants et des membres des associations communautaires de base ont été formés sur la protection contre l'exploitation et abus sexuelle (PSEA)• Une formation a été organisée en faveur des monitrices de protection, le membre de RECOPE sur le système de monitoring de protection.• Formation sur l'analyse, gestion, médiation et résolution pacifique des conflits communautaires en faveur des membres de comité communautaire de médiation	<p>100%</p>



- Prévenir les risques d'abus de violence, d'exploitation et de négligence des enfants affectés par la crise ;
 - Sensibiliser les communautés et les débiteurs de devoirs au niveau des communautés sur les droits et la protection des enfants ;
 - Dénoncer toutes formes d'abus, des violences et d'exploitation des enfants
 - Identifier et orienter des enfants victimes d'abus, de violences, d'exploitation et de négligence vers les structures compétentes en vue d'une prise en charge adéquate ;
 - Faire la médiation primaire, la sensibilisation des familles et des groupes en cas de violation des droits des enfants notamment en ce qui concerne les normes sociales.
- 2 Comité de gestion des plaintes est mise en place pour Faciliter la communication et encourager l'échange d'informations entre les participants.
 - Aider les participants à cibler les différentes facettes du conflit qui les oppose.
 - Permettre à chacun d'exprimer son point de vue et ses besoins, et d'entendre ceux de l'autre personne.
 - Favoriser la coopération des participants dans la recherche de solutions possibles à leur conflit.
 - Chercher la solution des problèmes qui opposent deux parties
7. 58 Familles ont été réconciliées sur la transhumance, les conflits fonciers, les conflits coutumiers et les conflits liés aux VBG
8. 90 femmes PDI et hôtes ont été initié en GSEC (Groupe solidaire d'Épargne et de Crédit) dont 9 groupes en raison de 10 femmes par groupe

- 2 Formations ont été organisées en faveurs des 40 femmes bénéficiaires des jardins potagers
- Dotation des fournitures au comité de médiation communautaire mise en place
- Renforcer les capacités des monitrices de protection, les membres de RECOPE et les encadreurs EAE sur la documentation, analyse, alerte et monitoring de cas de protection
- Réduction de la pauvreté a travers les activités de GSEC pour l'autonomisation des femmes plus vulnérables dans la communauté

Les photos lors de la récolte des produits maraichères dans les jardins installés par les PDI (Personnes déplacées Internes)





Hope of life DRC

11

Images correspondent à l'activité d'identification et renforcement des mécanismes communautaire de protection





Image sur Regroupement des femmes PDI en GSEC

1.5 Mise en place d'un espace Ami d'enfants (EAE)

Les Espaces Amis des Enfants qui constituent l'une des réponses de HOL-RDC aux situations d'urgence permettent de créer un environnement sécurisé pour les enfants qui leur permet de prendre part à des activités ludiques, de socialiser, d'apprendre et de s'exprimer au fur et à mesure qu'ils reconstruisent leur vie.

L'objectif d'un Espace Ami des Enfants :

Est d'offrir aux enfants un cadre sécurisé dans lequel ils peuvent participer à des activités organisées dans le but de se divertir, de se socialiser, d'apprendre, et de s'exprimer tout en refaisant leur vie.



Les Espaces Amis des Enfants sont un des principaux programmes d'intervention de HOL-RDC visant à préserver les enfants des dommages physiques et de la détresse psychosociale et à leur permettre de continuer à apprendre et à se développer, aussi bien pendant que juste après une situation d'urgence.

Les Espaces Amis des Enfants sont des lieux pouvant contribuer à réduire toute une série d'effets douloureux de la crise sur les enfants, Cependant, ils ne sont pas la solution à tous les problèmes des enfants.

Les activités des Espaces Amis des Enfants sont conçues pour consolider les capacités d'adaptation naturelles et évolutives des enfants, et impliquent les enfants de manière proactive dans la sélection des activités pour s'assurer qu'elles sont appropriées pour les enfants.

Les Espaces Amis des Enfants offrent un cadre centré sur l'enfant et adapté à ses besoins, dans lequel les enfants continuent leur développement cognitif et ont la possibilité d'apprendre à plusieurs niveaux, Les Espaces Amis des Enfants réaffirment le concept selon lequel les enfants sont capables d'orienter positivement leur propre vie et ne leur confient pas des responsabilités inappropriées.

Ils peuvent aider les enfants à développer un sentiment de sécurité et à bâtir leur estime de soi.

Les deux objectifs les plus courants des Espaces Amis des Enfants sont :

1. Offrir aux enfants l'opportunité de se développer, d'apprendre, de jouer, et de développer/ renforcer leur résilience à la suite d'une situation d'urgence ou d'une crise, ou pendant une situation d'urgence prolongée ;
2. Identifier et trouver des moyens de répondre aux menaces particulières qui guettent tous les enfants et/ou des groupes d'enfants spécifiques, comme ceux qui sont particulièrement vulnérables, après une situation d'urgence/de crise, ou pendant une situation d'urgence prolongée, d'autres objectifs peuvent s'appliquer selon les besoins et les contraintes du contexte et de la situation sur le terrain.

Les Espaces Amis des Enfants peuvent aider à créer ou à poursuivre les activités familiales et habituelles qui facilitent l'installation d'un cadre de soutien permettant aux enfants d'exercer leurs capacités naturelles de résilience. Ils peuvent aider les enfants à poursuivre certaines des tâches d'apprentissage de base de l'enfance et à apprendre d'autres stratégies positives d'adaptation à travers des activités de socialisation avec d'autres enfants, ce qui les aide davantage à retrouver un sentiment de normalité.

Dans les activités d'encadrement des enfants, nous avons mise en place un terrain moderne à érigé pour EAE afin d'offrir aux enfants un cadre sécurisé dans lequel ils peuvent participer à des activités organisées dans le but de se divertir, de se socialiser, d'apprendre, et de s'exprimer tout en refaisant leur vie, préserver les enfants des dommages physiques et de la détresse psychosociale et à leur permettre de continuer à apprendre et à se développer, aussi bien pendant que juste après une situation d'urgence.



Image sur l'Encadrement des enfants dans l'EAE à Bwegera



Un terrain moderne de l'EAE mise en place

Activité 2 : Évaluer les besoins de protection des PDI et hôtes

La protection de l'enfant est une préoccupation majeure pour HOL-RDC. Ainsi, en adhérant aux différents instruments internationaux et sous régionaux notamment la Convention relatives aux droits de l'enfant, la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, notre organisation s'est résolument engagée dans la protection de l'enfant et à la promotion de ses droits. C'est en cela que des mesures tant législatives qu'institutionnelles ont été prises en vue de promouvoir et protéger les droits de l'enfant.

La question de l'enfant doit être traitée avec plus de dextérité en ce sens que celui-ci est un être vulnérable face aux nombreuses problématiques nuisant à son développement, par conséquent, au regard de tous ces défis, HOL-RDC



conscients de l'importance de leur apport dans la protection de leur cible, nous avons développé de nombreuses initiatives pour y contribuer.

L'une d'entre elles est l'initiative coordonnée de renforcement des services sociaux qui a été lancée à travers le projet DGD-Humanitaire sous l'égide du sous-groupe de Travail pour la Protection de l'Enfant (SGTPE) en vue d'apporter et d'améliorer les capacités d'intervention des services sociaux. Elle a abouti à une promotion de l'approche suivant :

- ✓ Réseau de protection
- ✓ L'approche gestion de cas comme moyens adéquats pour offrir des services de meilleure qualité aux enfants.

Dès lors, un document de référence des réseaux de protection de l'enfant a été élaboré par les acteurs de la protection qui a conduit à la mise en place des réseaux de protection de l'enfant dans deux groupements de la plaine de la Ruzizi notamment kakamba et itara, Conformément aux recommandations de l'évaluation externe de ces réseaux, l'extension progressive de ces réseaux à l'ensemble du territoire d'Uvira et ailleurs.

Toujours dans la dynamique de rapprocher les services de protection de l'enfant des communautés, un document de référence tenant compte des mécanismes communautaires de protection a été élaboré par les acteurs de la protection de l'enfant et des leaders communautaires

Cependant, ces offres de protection, la plupart du temps ne sont souvent pas coordonnées donnant parfois lieu à des abus ou à des résolutions à l'amiable au détriment de l'intérêt supérieur de l'enfant. D'où la nécessité d'organiser et de mettre en réseau, les personnes morales ou physiques intervenant dans la protection de l'enfant au niveau communautaire dans le but d'améliorer l'offre de protection., aussi, il a été décidé de renforcer les capacités des acteurs de protection communautaires, d'où l'élaboration du présent manuel de formation sur les membres des Cellules Communautaires de.

2.1 : Séances de plaidoyers sur la sécurité et la situation humanitaire auprès des services de sécurité dans la zone

Plusieurs réunions de plaidoyer ont été organisées avec les services de sécurité dans la zone dans le but de la recherche de la stabilisation de la paix, renforcer la sécurité.

Signalons que ces réunions de plaidoyer organisé par HOL-RDC ont abouti au renforcement de deux (2) positions de la FARDC dans les lieux d'exaction des milices dans la zone.

Au cours de l'année 2022, 489 Vaches ont été emporté par des assaillants, dont 162 Vaches des membres de la communauté et 327 Vaches des PDI.

2.2 : Élaboration d'un plan communautaire de réduction des risques

L'élaboration de Plan communautaire de Réduction de Risque (PCRR) au niveau communautaire avait comme objectif de conscientiser les leaders communautaires, les acteurs de la société civile et les membres des OCB, enseignants et parents sur des différents dangers, vulnérabilités et risques dans la communauté.

Ces dangers et risques peuvent être des obstacles pour l'accès au développement de la communauté, la qualité de protection des femmes, des personnes plus vulnérables et des enfants dans tout environnement.

A travers l'élaboration de PCRR les femmes, filles et les garçons, les enseignants, les parents ainsi que les leaders communautaires apprennent à identifier et se rendre compte des différents risques et élaborer des stratégies de réduction de risques au sein de la communauté.



Ici, Il s'agit des activités que les communautés eux-mêmes peuvent entreprendre pour prévenir ou atténuer des risques, également la conduite à tenir si jamais une catastrophe se produit.

L'élaboration du PCRR est une activité de renforcement de capacités des membres de la communauté dont les leaders communautaires, les parents et des enseignants pour stimuler le processus d'atténuation et prévention des risques dans la communauté, élaboration d'un PCRR a pour objective de :

- Se rendre compte des différents risques et leurs causes qui empêchent la protection des femmes et des enfants dans la communauté, qui empêchent l'accès continue à l'école, qui empêchent la qualité de l'apprentissage...
- Prendre la responsabilité et trouver des actions que les communautés peuvent réaliser eux-mêmes pour réduire des risques afin de rendre la communauté plus sûre et protectrice
- Stimuler l'esprit d'autoprotection pour augmenter la résilience des femmes, des enfants et les personnes plus vulnérables dans la communauté vis-à-vis des différents risques de protection, risques de maladie, risques structurelles, risques naturels etc.

Au cours cette élaboration, les participants ont identifié les risques qui sont souvent à la base des violations des droits de la femme et de l'enfant, conflits fonciers, conflits coutumiers cartonné dans le groupement de kakamba et ses environs, identifier de la manière suivante :

- | | |
|--|--|
| ✓ Non scolarisation des enfants | ✓ Non scolarisation des enfants |
| ✓ Exploitation économique | ✓ Exploitation économique |
| ✓ Consommation des boissons fortement alcoolique | ✓ Consommation des boissons fortement alcoolique |
| ✓ Catastrophe naturelle | ✓ Catastrophe naturelle |
| ✓ Accidents routiers | ✓ Accidents routiers |
| ✓ Non accompagnement des enfants | ✓ Non accompagnement des enfants |
| ✓ Conflits entre les éleveurs et les agriculteurs (Divagation des bétails) | ✓ Conflits entre les éleveurs et les agriculteurs (Divagation des bétails) |
| ✓ Maladies des bétails | ✓ Maladies des bétails |
| ✓ Présence des groupes armés dans la communauté | ✓ Présence des groupes armés dans la communauté |
| ✓ Vol des bétails du jour au jour | ✓ Vol des bétails du jour au jour |
| ✓ Pauvreté qui conduit à mutilation sexuelle | ✓ Pauvreté qui conduit à mutilation sexuelle |

Pour qu'il est un relèvement communautaire face aux risques identifiés par les membres de la communauté, il faut une nouvelle approche où les victimes seront les acteurs des projets, il faut aussi des projets de l'autonomisation de la femme et de sensibilisation et de vulgarisation des lois, et construire un centre d'insertion socio-économique des enfants démobiliser et des jeunes des œuvrés.



Hope of life DRC



Tableau synthétique de l'activité de renforcement des mécanismes communautaires de protection déterminant les résultats atteints, les innovations apportées et taux de réalisation

Résultats Atteints	Innovation apportée par rapport à la programmation des activités du projet	Taux de Réalisation
<ul style="list-style-type: none">• 6 séances des réunions de Plaidoyer sur la sécurité communautaire et humanitaire avec les services de sécurité dans la zone d'intervention ont été organisées• 3 évaluations de besoins de protection dans la communauté ont été organisées• Élaboration d'un plan communautaire de réduction des risques (PCRR) avec leaders communautaire• Renforcement de l'impact des interventions de protection communautaire par la mise en place d'un comité de gestion communautaire• 3 officiers FARDC présumé collaborateur des groupes armés ont été mité de la zone fruit des réunions des réunions de plaidoyer	<ul style="list-style-type: none">• 2 positions des FARDC sont été renforcées dans les lieux stratégiques de pillage des bétails des groupes armés• Élaboration d'un plan de suivi de Réduction de risque• Élaboration d'un plan d'action de protection communautaire afin de contribuer à la protection générale de la communauté	100%



Images correspondent à l'activité d'identification et renforcement des mécanismes communautaire de protection



**Activité 3 : FACILITER L'ACCES AUX SOINS ET AUX SERVICES JURIDIQUES DES PDI VICTIMES DE SGBV****3.1 : FACILITER L'ACCES AUX SOINS AUX PDI MALADES**

Plusieurs cas des maladies ont été observés aux PDI dans l'aire de santé de Bwegera et que pour y apporter une réponse, il nous a été question de passer à l'approvisionnement des intrants médicaux pour la prise en charge des malades PDI au centre de santé de Bwegera,

En janvier 2021 à juillet 2021, un nombre de 11 décès PDI a été enregistrés suite aux maladies observées causées par le changement climatique, malnutrition, et autres cas des maladies parmi eux, 6 femmes 3 enfants et 2 hommes, l'arrivé de VSF-Belgique et son partenaire HOL-RDC depuis octobre 2021 pour la prise en charge des malades PDI et hôtes en leurs assurèrent aussi le référencement aucun décès n'est signalé parmi un total de 2293 malades PDI et hôtes prise en charge médicale au centre de santé Bwegera dont le détail dans le tableau ci-dessous.

Tableau des résultats de prise en charge médicale des PDI et hôtes au centre de santé Bwegera et Référés 2022**Nombre des malades soignés**

Statut	Total	H	F	E
PDI	1807	161	213	1433
Hôtes	486	48	79	359
Total général des malades soignés : 2293				

Nombre des malades référés

Statut	Total	H	F	E
PDI	23	5	11	7
Hôtes	10	2	5	3
Total général des malades référés : 33				



Images correspondent à l'activité de prise en charge médicales et approvisionnement des intrants médicaux au Centre de santé de bwegera





Hope of life DRC



3.2 : APPUI JURIDIQUE AUX FEMMES PDI VICTIMES DES VIOLENCES SEXUELLE ET BASES SUR LE GENRE

Dans toutes les sociétés, en toute circonstance et en tout temps, les actes de violence sexuelle sont des crimes. Particulièrement complexes et stigmatisations, les violences sexuelles ont des conséquences graves sur la santé physique et psychologique des personnes qui en sont victimes, leur prise en charge relève de l'urgence médicale et juridique, c'est ainsi que HOL-RDC a organisé plusieurs activités de prise en charge médicale des victimes des violences sexuelles et accompagnement juridique dans le projet DGD-Humanitaire au cours de l'année 2021-2022, ces activités sont été organisées de la manière suivante :

3.2.2 : Prise en charge médicale des Femmes PDI et hôtes victimes des violences sexuelles

Au cours de l'année 2021-2022, HOL-RDC à organiser les activités de prise en charge médicales de 26 femmes victimes des violences sexuelles reparti dans le tableau ci-dessous

Statut	Total	Femmes	Filles
PDI	25	19	6
Hôtes	4	3	1
Total général des victimes prise en charge médicale : 29			

3.2.3 : Prise en charge Juridique

Au cours de l'année 2021-2022, Hope of life DRC a organisé plusieurs activités de protection dans le projet DGD Humanitaire avec des multiples approches communautaires de protection pour atténuer les risques parcourus par les personnes déplacées internes (PDI) venant des hauts plateaux du territoire d'Uvira en général qui sont actuellement accueillis dans le village de Bwegera suite aux affrontements à répétition causés par les forces et groupes armés.

Pour maximiser les objectifs assignés dans le cadre du présent projet, le tribunal militaire de garnison d'Uvira à organiser une audience foraine à Bwegera en rapport avec les activités d'accompagnement des victimes des violences sexuelles et celles basées sur le genre.

Au cours de l'activité de cette activité foraine, il était question pour le tribunal de statuer sur le dossier de Monsieur MUYOBOKE SEBATWARE policier de son état poursuivi pour viol commis à l'égard de la victime F1 âgé de 17 ans en date du 7 juin 2022 à 18h30 à bwegera.

L'importance d'organiser cette audience foraine à bwegera c'était dans le but de sensibiliser la communauté pour mettre fin aux violences sexuelles, ainsi qu'éduquer les jeunes, les hommes, les agents de sécurité, les humanitaires sur les conséquences liées aux violences sexuelles.



I. Présentation des faits

En date du 7 juin 2022 à 18h30, les monitrices de protection de HOL-DRC ont enregistré 1e cas de violence sexuelle dont l'auteur de nature policier a violé une fille âgée de 17 ans dans une maison inhabitée dénommée F1, après l'acte, les monitrices de protections ont saisi la police en place la situation afin que ce dernier soit arrêté, après les monitrices de protection ont acheminé la victime au centre hospitalier de luvungi pour les soins appropriés dont la victime a réussi le kits PEPE et d'autres les examens, comme le cas é été fait pendant le soir vers 19h, l'auteur était transféré au bureau de la police de district de luvungi,

En date du 8 juin 2022, HOL-DRC a déposé une plainte contre l'auteur de violence sexuelle au commandant de district de luvungi, après la plainte le commandant de la police à juger bon que HOL-DRC face tout moyen possible de chercher le véhicule afin de transférer l'auteur à l'auditorat militaire de garnison d'Uvira étant policier afin de répondre de ces actes.

En date du 31 Aout au 2 septembre 2022, Une audience foraine du Tribunal Militaire de Garnison d'Uvira, siégeant en matière répressive au 1^{er} degré, s'est tenue à bwegera, groupement de kakamba, chefferie plaine de la Ruzizi en territoire d'Uvira.

Les affaires jugées ont porté sur des faits de violence sexuelle pour mineur à l'occurrence viol.

Après trois jours consacrés aux audiences, un (1) jugement a été prononcé par le tribunal militaire de garnison d'Uvira dont le dispositif :

- ✓ *10 ans de servitude pénale principale*
- ✓ *Frais de justice de 200.000 Franc congolais payable dans un délai de 8 jours sous peine d'une contrainte par corps n'excédant pas 6 mois*
- ✓ *Frais d'amande 1.000.000 de franc congolais au préjudice de la partie civile*
- ✓ *5.000 Dollars américains des dommages -intérêts au profit de la partie civil F1.*



Images correspondent à l'activité de prise en charge juridique des cas de violence sexuelle à Uvira



Au cours de l'année 2022, HOL-RDC à accompagner 82 VVS sur la prise en charge médicale, Psychologique et juridique repartit dans le tableau ci-dessous :

Tableau synthétique Résultats atteints de prise en charge des victimes des VVS

Statut	Nombre Total des VVS	Prise en charge médicale des VVS	Prise en charge psychologique des VVS	Prise en charge Juridique des VVS	Insertion socio-économique des VVS	Référencement
PDI	26	29	29	3	1	0
Hôtes	3	3	3	0	0	0

Parmi le 8 cas en accompagnement juridiquement 1 de Monsieur MUYOBOKE SEBATWARE a été condamné une peine de 10 ans et les 7 autres auteurs ont pris fuite à une destination inconnue dont leurs dossiers sont à la justice pour leur poursuite judiciaire.

Tandis que le 1 cas d'insertion socio-économique de F1 est prise en charge par HOL-RDC à travers ces activités génératrices de revenus car le projet n'a pas prévu un paquet d'insertion économique.

Notons que la victime F1 était dans une situation très difficile de son état orphelin ce qui motivé HOL-RDC de la prendre en charge tout au long de sa formation en coupe et couture dans le centre de formation d'initiative des femmes pour l'éducation et Accompagnement des Personnes Vulnérables (IFEAV).

Signalons que HOL-RDC assure au victime F1, la formation, Logement, restauration, habillement et communication jusqu'à la fin de sa formation qui prendra fin en Avril 2023.



Image sur la formation de la victime prise en charge

.....

Activité 4 : SOUTIEN PSYCHOAFFECTIF DES PDI ET COMMUNAUTES HOTES

Les activités de prise en charge psychologique des femmes victimes de VGB organisées par HOL-RDC dans le programme DGD-Humanitaire exécuté de la manière suivante :

1. La mise en place des structures de prise en charge :

Mise en place d'une maison d'écoute et la formation des assistants psychosociaux supervisés par des psychologues, les personnes victimes sont dirigées vers la maison d'écoute à travers un système de référencement par les monitrices de protection, structure sanitaire, police, RECO (Relais communautaire) et membres de la communauté sensibilisés.

2. Comment nous travaillons dans le cadre de la prise en charge psychologique

L'accueil des survivants, l'entretien avec les victimes ayant subi des violences sexuelles, harcèlement, maltraitance, assistance aux tueries par les groupes armés, des pillages et des violences physiques etc... afin d'apporter un soutien psychologique aux victimes en haut risque dans la communauté.

Nous faisons également la prise en charge médicale des victimes de SGBV, car la prise en charge psychologique ne peut commencer qu'après la prise en charge médicale

Au cours de cette année nous avons organisé en suite des activités de psychoéducation et la normalisation des symptômes, Jusqu'au niveau les APS interviennent en utilisant des thérapies brèves et de soutien pour les cas dont le traumatisme n'a pas atteint les fonctions mentales supérieures.

Les cas qui dépassent les compétences des assistants psychosociaux sont référés pour des psychothérapies complexes. Il peut s'agir d'une thérapie cognitive ou encore comportementale et parfois à des confrontations avec le facteur traumatisant en utilisant la technique de Fuilding. Par exemple, certains survivants qui manifestaient la phobie des hommes en uniforme, ont été progressivement mis en présence de militaires pour des séances des thérapies.

Les étapes les suivantes ont été organisées durant l'année 2021-2022

1. Retravailler les symptômes
2. Exploration des ressources susceptibles d'améliorer la thérapie



3. Le résumé
4. Élaboration d'un plan de conseil avec le survivant
5. La tâche ; Une manière encourageante de finir la séance est de donner un 'devoir' au patient à faire au cours de la période entre la fin de la séance et la prochaine séance.
6. Clôture : A la fin de la séance, un nouveau rendez-vous pour le prochain entretien peut être fixé.
7. Soins de soi-même : Après chaque entretien, il est important de se débarrasser et de digérer ce qui vient de se passer au cours de la séance et de prendre soin de soi-même.

La psychothérapie que nous offrons aux survivants, consiste aussi en des sociothérapies et des thérapies des groupes à travers des séances de théâtre, jeux.



Image des séances des théâtres

Participatif pour la détraumatisations

Nous avons organisé d'autres activités sur la prise en charge psychologique pour apporter un soutien ou donner une thérapie aux victimes affectés par un traumatisme suite aux différentes situations qui les affectent tant sur le plan physique, émotionnelle, physiologique et sociale et nous avons fait une prise en charge holistique afin d'apporter une assistance globale aux victimes.

Les activités suivantes ont été organisées :

- Écoute psychologique
- Suivi psychologique
- Accompagnement Psychologique
- Médiation
- Référencement
- Écoute psychologique



3. Séances de briefing des femmes PDI et hôtes pendant la CPN et CPS sur le Psychoaffectif et le développement de l'enfant

La séance de briefings a connu la participation des femmes PDI enceintes pendant la CPN et la CPS cela dans le but d'une croissance saine des enfants et fœtus pour un encadrement psychoaffectif permettant un attachement et affection des enfants à leurs parents par le soutien de leurs mères car étant les premières actrices de l'éducation des fœtus et de leurs enfants pendant leur parcours de la vie

5. Renforcement des outils de prise en charge psychologique

Au cours de l'année 2021-2022, Nous avons mis à la disposition des monitrices de protection et des APS les outils pouvant permettre l'efficacité dans la mise en œuvre des activités

- Mise en place des fiches de suivis régulier des VVS ;
- Mise en place des Fiches de première consultation psychologique des VVS
- fiches d'identification des cas des incidents
- Fiches de consentement des survivants des vvs
- Fiches de suivi de progression ou de suivi psychologique
- Fiches d'accompagnement juridique et judiciaire
- Fiche de registre du statut de l'enfant
- Formulaire de collecte et transmission des données SNIS au centre de santé
- Fiche de supervision des cas des enfants avec traumatisme
- Fiches de référencement contre référencement
- Fiches des rapports des cas d'incidents

Tableau des résultats de prise en charge psychologique au cours de l'année 2021-2022

STAT	TOTAL	Hommes	Femmes	Enfants
PDI	800	20	255	495
Hôtes	230	14	131	105

Activité 5 : ENREGISTREMENT DES ENFANTS NE DE PDI A L'ETAT CIVIL

Étant donné que la responsabilité d'enregistrement des enfants est du pouvoir public qui est le service de l'état civil et qui a pour mission régaliennne, signalons qu'il est connu par tous que l'enregistrement des enfants est gratuit dans l'échéance de 90 jours, tel que prévoit dans le code de la famille de l'article 106, dépassé le délais le contrevenant est obligé de payer une amande perçue après établissement d'un jugement supplétif par le tribunal pour enfant.



Au cours de l'année 2021-2022, Vu l'autorisation du service concerné aux chefs coutumiers vêtus de ce pouvoir, HOL-RDC dans le cadre du programme DGD Humanitaire, avons procédé à signer un accord de prestation avec le chef de groupement mandaté par la chefferie de la plaine de Ruzizi pour faire ce travail,

Nous avons passé à la contractualisation avec le service de l'état civil en charge de l'enregistrement des enfants, dans ce document, nous avons défini les modalités de travail entre autres, le frais d'enregistrement par enfant et le frais de fonctionnement du bureau de groupement.

Au cours de l'année 2022, HOL-RDC a enregistré **277** enfants PDI et hôtes repartis dans le tableau ci-dessous.

Tableau des enfants enregistrés à l'état civil pour 2021-2022

Statut	Total	Garçons	Filles
PDI	226	103	123
Hôtes	51	25	26
Total général des enfants enregistrés : 277			

Enfants ayant bénéficiés le jugement supplétif

Statut	Total	Garçons	Filles
PDI	26	11	15
Hôtes	8	4	4
Total général des enfants bénéficiaires du jugement supplétif : 34			



Activité 6 : IDENTIFICATION, DOCUMENTATION ET ALERTE SUR LES INCIDENTS DE PROTECTION

Au cours de l'année 2022, situation sécuritaire du village de Bwegera et ses environs a été marquée par des événements malheureux des violences sexuelles et basées sur le genre, des pillages des bétails des PDI et hôtes par les groupes armés ; perte des biens de valeurs et parfois des vies humaines dont voici quelques détails dans le tableau ci-dessous.

Tableau synthèse des incidents de protection identifiés, documenter et alertés dans la zone d'intervention

Catégories d'incidents	Auteurs	Total	Statut							
			PDI	H	F	E	Hôtes	H	F	E
Violences sexuelles	Groupe armé, PNC et civil	29	26	0	22	4	3	0	2	1
Violences basées sur le genre	PDI et hôtes	53	29	6	15	8	24	4	11	9
Cout et blessure	<i>Civil</i>	8	5	1	3	1	3	0	1	2
Torture	<i>Groupe armé</i>	3	1	1	0	0	2	0	2	1
Meurtres	<i>Groupe armé</i>	2	1	1	0	0	1	1	0	0
<i>Incendie</i>	Ménages	4	3	0	0	0	1	0	0	0
Recrutement force des enfants dans les forces et groupes armés	Groupe armé	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Vols des bétails</i>	<i>Groupe armé</i>	489 Vaches ont été emporté par des assaillants, dont 162 Vaches des membres de la communauté et 327 Vaches des PDI.								
Mariage d'enfants	Parents	16	9	0	0	9	7	0	0	7
Grossesses indésirables	Filles et femmes	34	19	0	7	12	15	0	6	9
Avortements forcés	Femmes et filles	6	2	0	0	2	4	0	1	3
Travaux forcés	Parents	78	23	0	4	19	55	0	7	48
Conflits fonciers	Familles	63	0	0	0	0	64	49	15	0
Conflits liés à la transhumance	Éleveurs et agriculteurs	215	131	0	0	0	84	0	0	0
Conflits coutumiers	Chefs coutumiers	2	0	0	0	0	2	0	0	0
Conflits liés à l'héritage	Familles	17	0	0	0	0	17	0	0	17



6.1 : Formations organisées

Au cours de l'année 2021-2022, nous avons organisé les formations à l'intention des membres de RECOPE, Monitrices de protection, les encadreurs EAE, les APS, les membres organisations locale de protection et le personnel du centre de santé de la manière suivante :

- ❖ Formation sur les techniques d'identification, analyse, documentation et monitoring de protection
- ❖ Formation sur le système d'alerte et rapportage des cas d'incidents
- ❖ Formation sur la confidentialité et encodage
- ❖ Formation sur la protection contre les abus et exploitation sexuelle

Images justifiant cette activité de formation

photo de famille





6.2 : Participation aux Réunions de clusters protection et VBG

Nous avons rehaussé de la participation 23 réunions durant toute l'année, notamment 12 réunions du cluster protection tenue au bureau de l'UNHCR à Uvira et 4 Réunions du GTPE Sud et 11 Réunions de SVBG (Sous-groupe de travail de violence basée sur le genre à Uvira.

Activité 7 : SENSIBILISER LES COMMUNAUTÉS SUR LE SGBV

Au cours de l'année 2022, nous avons organisé les activités d'Information, éducation et sensibilisation des communautés sur les violences basées sur le genre et lutte contre l'impunité.

L'équipe de HOL-RDC, les OCB, les monitrices de protection, le RECOPE et les radios communautaires ont exécuter cette activité dans le projet DGD-Humanitaire pour sensibiliser les communautés de mettre fin aux types des violences faites à l'égard de la femme et de l'enfant au sein de la communauté.

Plusieurs activités ont été développées dans le cadre de sensibiliser les communautés sur le VBG, notamment :

8.1 Sensibilisation des communautés contre les SGBV à travers les radios communautaires :

Les radios communautaires ont comme rôle activité dans la sensibilisation des communautés sur les VBG de la manière suivante :

- Faire la médiatisation de la problématique VBG en général et l'amélioration de la couverture médiatique sur les questions de VBG.
- Développer, produire et diffuser des émissions radio par des spots de sensibilisation, de campagnes de sensibilisation, d'interviews, de témoignages
- Mettre en place un système d'alerte rapide et de dénonciation avec les médias.

8.2 Sensibilisation des communautés sur le VBG par l'organisation des focus groupes

La stratégie de sensibiliser les communautés par le focus groupe sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) s'inscrit dans la mise en œuvre du projet DGD-Humanitaire visant à renforcer les efforts centrés sur les survivants et informer pour prévenir et répondre, aux Violences Basées sur le Genre (VBG), en particulier les Mutilations Génitales Féminines, le mariage d'enfant et forcé (MEF) dans les communautés touchées par les conflits et l'extrémisme violent dans le groupement de kakamba.

À Bwegera nous avons organisé l'activité de sensibilisation auprès des ménages à travers les focus groupes et des entretiens auprès des informateurs clés (chef de villages et ou quartiers, leaders d'associations de femmes, et jeunes, leaders religieux, leaders d'associations de professionnels, services techniques impliqués dans la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre au niveau territorial).



Les résultats de ces activités révèlent que le phénomène des VBG à l'instar de toutes les localités du groupement de kakamba est une réalité dans le territoire d'Uvira et particulièrement dans les cinq villages d'intervention des activités de sensibilisation.

La particularité du village bwegera est lié à la crise humanitaire en cours qui a aggravé certaines violences et fragiliser davantage les mécanismes de réponses existants, Les réponses à la question qui porte sur les VBG montrent que la résolution de ces cas est plus du ressort des mécanismes communautaires traditionnels ou familiaux que du système de protection formel.

8.3 Les résultats clés des activités de sensibilisation

- La première VBG est la violence économique (54% en moyenne)
- L'agression physique (50%),
- Violence Psychologique ou émotionnelle (47%),
- Violence conjugale (40%),
- Mariage forcé (28%),
- Le Viol (19%),
- L'agression sexuelle (19%),
- Le harcèlement sexuel (6%).
- Les victimes des VBG sont majoritairement de sexe féminin (81%) en moyenne sur l'ensemble de la zone d'intervention (les cinq villages) contre 19% de victimes masculines.
- La fréquence la plus indiquée par les ménages interrogés (27%)

Image de sensibilisation des communautés par le Focus groupe



8.4 Sensibilisation des filles sur le mariage précoce et des grossesses indésirables

La voix des enfants et des jeunes comptes et leurs perspectives doivent toujours être considérées pour des décisions impactant sur leur avenir. Or, nul problème ne peut avoir plus d'impact sur l'avenir d'un enfant que le mariage précoce.

À bwegera les mariages d'enfants sont encore une triste réalité dans la vie de nombreux enfants qui se marient avant l'âge de 18 ans à, dans le groupement de kakamba, village bwegera, village kiringe, village CDC, sont des communautés plus



touchées par ce phénomène dont les filles âgées de 15 à 17ans sont ou ont été en union, ce qui représente environ 23 filles marée durant l'année 2022,

Pour faire face à ce fléau, HOL-RDC à organiser des séances de sensibilisations des filles PDI et hôtes pour mettre fin aux mariages d'enfants dont 3 séances ont été organisées à l'intention des filles avec une participation de plus de 80 filles dans chaque séance.

Les problèmes qui sont à la base des mariages d'enfants dans la communauté bwegera sont été soulevés par les filles de la manière ci-après :

1. La pauvreté des parents
2. L'ignorance des lois,
3. Manque d'éducation de base,
4. Coutume rétrograde,
5. Influence des parents,
6. Imitations
7. Manque des occupations
8. Irresponsabilités de l'Etat



8. Sensibilisation en base communautaire sur le SGBV par la célébration de la journée internationale de la femme

Dans le cadre de la recherche de la cohésion sociale et la cohabitation pacifique avec les communautés d'accueils et les PDI, HOL-RDC a organisé une Journée internationale des droits des femmes, cette journée a été célébrée le 8 mars 2022.

L'objectif de cette activité était de lutter pour les droits des femmes et notamment pour la réduction des inégalités par rapport aux hommes, sous le thème : « L'égalité des sexes aujourd'hui pour un avenir durable ». En RDC, le thème retenu est : « l'autonomisation des femmes et filles dans le contexte de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre ».

Signalons que cette activité avait plusieurs événements à travers toute l'étendue du groupement de Kakamba et Itara où les femmes PDI et hôtes sont venues pour participer à cette manifestation,

Plus de 600 Femmes ont participé dans cette activité dont 267 femmes PDI et 333 femmes de la communauté hôtes

8. Formations Effectuées sur les SGBV et Résultats

Au cours de l'année 2022, nous avons organisé les formations ci-après :

- 35 leaders communautaires ont été formés sur la lutte contre le VBG
- 45 jeunes leaders et les responsables des organisations communautaires de base ont été formés sur la lutte contre le VBG
- 15 membres des services de sécurité et 21 leaders locaux et les responsables des associations de protection ont été formés sur les systèmes d'alertes pour assurer la mobilisation de l'assistance interne

Image pendant la formation des leaders communautaires et les responsables des OCB



9. MISE EN PLACE DES MONITRICES DE PROTECTION

Dans le projet DGD-Humanitaire, HOL -RDC a mise en place des monitrices de protection recruter localement pour faciliter nos actions de protection dans la zone, les activités suivantes ont été réalisées par les monitrices de protection durant toute l'année 2021-2022 à savoir :

- Récoltes quotidiennes des incidents de protection par l'identification, analyse, documentation, alertes et monitoring de protection,
- Alerte précoce pour tout incident de protection survenu dans la zone en envoyant immédiatement l'information à HOL-RDC, pour envisager une solution ;
- Faire des évaluations générales et rapides dans la zone en remplissant les fiches standards du cluster protection
- Faire le référencement des victimes des incidents de protection auprès des structures de protection spécialisées,
- Établir la cartographie des différentes structures de prise en charge des victimes établies dans zone d'intervention,
- Analyser les gaps en termes de besoin de protection
- Passer des messages clairs sous la forme de sensibilisation adressée aux PDI et aux membres de la communauté
- Évaluer la situation sécuritaire et humanitaire dans la zone d'intervention et les besoins de protection,
- Réaliser de façon régulière des évaluations approfondies de protection (évaluations sur les conditions de vie des ménages PDI, collecte des incidents de protection en décelant les informations pertinentes sur les victimes)
- Entrer en contact avec les communautés de base pour obtenir les problèmes identifiés.
- Participer à la mise en place des comités locaux de protection communautaire après concertation de tous les leaders sociopolitiques du milieu,
- Identifier les besoins en formation des membres des comités locaux de protection communautaire et planifier leurs formations,
- Analyser les zones qui ont un besoin prioritaire en couverture des comités locaux de protection communautaire,
- Produire les rapports périodiques sur le fonctionnement des comités locaux de protection communautaire, les résultats obtenus par elles à soumettre à HOL-RDC
- Assurer la liaison avec les bénéficiaires du projet, les acteurs politiques, administratifs et sociaux des entités qui constituent la zone du projet
- Accueillir les informations demandées sur la fiche d'évaluation rapide et d'analyse contextuelle,
- Récolter les informations sur la situation des VBG et SGBV, le mouvement des populations, les raisons et conséquences de leur déplacement,
- Proposer des pistes de solution pour les problèmes de protection identifiés ainsi que les types de monitoring de protection à exécuter si nécessaire,

Conclusion :

Après le prononcé, la parole à été donnée au chef de groupement de kakamba, au coordonnateur de HOL-DRC pour son mot de circonstance, la représentante des femmes, le présentant des jeunes, aux autorités locales et aux membres de la société civile pour se prononcer par rapport à la tenue de l'audience dans leur milieu.

En premier lieu, le chef de groupement RUSIMBI JADOT à présenter son mot de satisfaction en saluant la tenue de l'audience dans leur milieu, son déroulement qui se passait dans la tranquillité totale, dans la paix et surtout son aspect pédagogique dans le cadre de sensibilisation de la communauté sur les méfaits des violences sexuelles.

La représentante des femmes de bwegera à remercier le tribunal pour le travail accompli à travers HOL-DRC dans le cadre d'accompagnement des femmes victimes des violences sexuelles et autres violences basées sur le genre, elle a donné des éloges au Vétérinaires sans Frontières pour son appui à travers son projet DGD-Humanitaire et aux organisateurs de l'audience car selon elle c'est toute une première fois cette activité se fait dans leur contrée pour punir les auteurs des violences sexuelles, a travers cette activité les femmes de bwegera sont informer sur les rôles du parquet s'agissant de la poursuite des auteurs et savons une fois une femme ou une fille est victime d'une violation quelconque elle sait comment s'approcher à HOL-DRC pour une assistance.

Le coordonnateur Général de HOL-DRC Mr Roger AMULI CHUMA à remercier le tribunal pour la collaboration étroite afin d'arrivé à l'organisation de cette audience, ça n'a pas été facile du point de vue logistique, mais ils ont respecté l'engagement afin de venir à Bwegera et tenir cette audience à la date de ce jour,

Il a remercié également le partenaire VSF-Belgique pour son appui dans l'accompagnement des vulnérables à travers le projet DGD-Humanitaire, car cette audience c'est une sensibilisation communautaire qui donne une leçon à tout le monde.

II. RECOMMANDATIONS

La meilleure prise en charge holistique des victimes des violences sexuelles, se fait dans quatre volets à savoir :

- La prise en charge médicale
- La prise en charge psychologique
- La prise en charge juridique
- La prise en charge socio-économique

Signalons que dans ces 4 volets cités ci-haut, HOL-DRC a réussi à accompagner les victimes des vs sur la prise en charge médicale, psychologique et juridique avec très grande difficulté et sacrifice cela dans l'intérêt supérieur de la communauté



Etant donné que la protection de la victime incombe à HOL-DRC, après le prononcé du jugement, les mesures d'accompagnement de la victime doivent être suivi pour :

- Assurer son autonomie socio-économique soit par les activités génératrices de revenus, apprentissage des métiers (Coupe et couture, pâtisserie)
- Assurer sa sécurité, car il y avait un danger éminent pour sa vie, car le fait de l'abandonner après jugement dans la communauté du prévenu et suite aux structurations des membres de la famille de l'auteur, au regard des menaces que la famille de la victime avait subi avant la condamnation risquerait d'avoir le retombé sur la victime, cela nous a pousser après concertation de l'équipe et les sages de la communauté de prendre une mesure préventive de délocaliser la victime à Bukavu pour sa sécurité et aussi en attente de la procédure de la Cour Militaire de Bukavu au cas où le prévenu interjeté appel en même temps envisager la possibilité de l'insérer socio-économique à travers la formation de la coupe et couture et après HOL-DRC rapatrié la victime dans sa famille biologique.

Toutes ces proportions citées ci-haut c'est dans le souci d'avoir apporté un accompagnement complet (holistique) en faveur de la victime.

Signalons que la condamnation civile prononcée par le jugement pour le paiement de 5.000 \$ à titre de dommage d'intérêt pour le préjudice que la partie civile avait subi ne pas garanti.

Fait à Bukavu, le 31 Décembre 2022

Roger AMULI CHUMA

Coordonnateur Général



PROJET POUR LA STABILISATION DE L'EST DE LA RDC POUR LA PAIX

STEP

**Composante 2 : Création d'emploi et soutien aux moyens de subsistance
(Chaîne des valeurs agricoles)**

**Rapport Annuel des Activités dans les Corridors 1
et 2 du STEP
(Janvier à Décembre 2022)**



0. INTRODUCTION GENERALE:

Ce rapport présente la synthèse des activités réalisées par la coordination provinciale Hope of Life DRC et les Antennes Territoriales de Janvier à Décembre 2022 dans la mise en œuvre du projet STEP dans sa composante 2.2

Au cours de cette période, Hope of Life DRC a exécuté les activités suivantes dans les corridors Miti-Bunyakiri-Hombo et Walungu – Mwenga - Kitutu:

- Sensibilisation des bénéficiaires et de la population des corridors 1 et 2
- Réunion de concertation avec les représentants des bénéficiaires dans les différents sous bassins pour la préparation de la saison culturelle
- Concertation avec quelques CGCP et suivi des mécanismes de gestion de conflit et des plaintes dans les bassins et sous bassins
- Participation aux travaux préparatoires des différentes phases de distribution des chèvres dans le corridor Miti-Bulambika-Hombo
- Formation technique des animateurs HOL-DRC sur les mécanismes de gestion de conflit et des plaintes
- Organisation des Réunions spécifiques entre GPA et GPE
- Suivi des travaux d'ouvertures des champs individuels
- Participation à l'identification des mises bats enregistrés dans les deux corridors
- Suivi des travaux d'ouvertures et réhabilitation des pistes rurales
- Suivi des activités quotidiennes de HOL-DRC dans la mise en œuvre du projet STEP
- Identification, collection et médiation de conflits dans le corridor 1 et 2
- Revue de la planification à mis parcours et revue fiduciaire.

- Principaux résultats atteints

- Les bénéficiaires de l'ensemble des sous bassins des 2 corridors du STEP sont sensibilisés sur les mécanismes de gestion de conflit, sur l'intérêt de s'approprier les acquis du projet
- 42 comités de gestion des conflits et de plaintes sont informés sur les mécanismes de gestion de conflits et des plaintes validées par la Banque Mondiale pour la mise en œuvre du STEP
- 21 réunions de l'équipe de coordination ont été tenues en moyenne par chaque Antenne territoriale dans les territoires assortis des planifications et évaluations des sorties hebdomadaires dans les sous bassins à la rencontre des bénéficiaires et d'analyse de plainte et gestion et résolution des conflits
- 2 réunions de coordination ont été tenues avec la participation de tous les chefs d'antennes territoriales de HOL-DRC pour revoir, évaluer les stratégies de mise en œuvre du projet dans les bassins et corridors du STEP.
- Les animateurs HOL-DRC des 6 Territoires dans les corridors du STEP connaissent les mécanismes de gestion de conflits et des plaintes validés par la Banque mondiale et les utilisent pour trancher les litiges qu'ils connaissent concernant les conflits et les plaintes reçues qui peuvent entacher la mise en œuvre du projet
- Un nombre de 487 cas des plaintes et conflits a été atteint à l'enregistrement dont 359 gérés et traités favorablement à ce jour dans les 2 corridors du STEP.

- Synthèse sur l'utilisation des fonds

A la clôture du 4^e trimestre 2019, le solde de la trésorerie générale est de -96.00 USD réparti comme suit :

- a) - 100USD en compte désigné activité à la banque ;
- b) 00 USD en compte désigné paiement MOD à la banque ;
- c) 4.00 USD à la caisse de la coordination provinciale des HOL-DRC du Sud-Kivu.



I. ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES

A. Activités HOL-DRC Territoriales et bénéficiaires

1. Des réunions de coordination (132) se sont tenues entre janvier et décembre 2019 dans les bureaux de coordination des différents HOL-DRC des Territoires kalehe, walungu, mwenga, Uvira et Fizi en chefs-lieux des différentes entités. Elles ont porté sur la préparation et programmation des activités hebdomadaires des HOL-DRC, l'évaluation des activités réalisées sur le terrain dans le sous bassin à la rencontre des bénéficiaires, les sensibilisations des bénéficiaires en préparation de la saison de mars et de septembre, la communication sur les mécanismes de gestion de conflits et des plaintes. ces réunions ont facilité la réalisation des descentes dans les bassins et sous bassins dans un temps record pour la sensibilisation des bénéficiaires à l'ouverture des champs individuels, à l'appropriation du projet pour capitaliser les acquis de ce dernier, l'évaluation de la récolte et des mécanismes développés par les GPA et GPE pour la pérennisation des actions des projets.
2. Plusieurs Réunions de sensibilisation des bénéficiaires dans tous les sous bassins du STEP dans les deux corridors. Elles ont porté pour les bénéficiaires de la 1^{ère} phase sur la sensibilisation à la réouverture des champs individuels et aux regroupements pour la constitution en force en vue d'un développement (filière manioc et riz) et l'entretien des champs pour les bénéficiaires de la filière manioc et banane, l'apprentissage continu dans les CEP, l'ouverture et l'entretien des champs fourragers, et la conscientisation des bénéficiaires sur la mise en œuvre du projet et l'intérêt salvatrice pour ce dernier. Ces réunions ont été tenu dans les corridors un avec la participation de toutes les parties prenantes, bénéficiaires, communautés locales, chefs locaux, ALE PADEBU et ECC MERU et pour le compte de l'ALE FAO : les superviseurs affectées dans les bassins aux côtes de tous les animateurs HOL-DRC des Territoire du STEP et parfois la coordination provinciale de HOL-DRC du Sud-Kivu.

A l'issu de ces différentes réunions, plusieurs voix se sont fait entendre :

- Dans le corridor 1 :
 - les bénéficiaires ont exprimés leur satisfaction pour la mise en œuvre du projet dans la filière agricole et de l'élevage et se trouvent en ces jours en train de réclamer le rechargement des pistes rurales réhabilitées en terre battu car il s'observe une croissance de la production mais restent inquiets de ne pas trouver les marchés faute des infrastructures routières adéquates et favorables capable de favoriser l'évacuation et la commercialisation des produits.
 - Dans le corridor 2 :
 - Les bénéficiaires de la deuxième phase qui réclamaient jusque fin décembre le paiement du cash transfert ont confirmés fin décembre avoir reçu la dernière tranche restante. Sur l'ensemble les activités agricoles se sont généralement bien déroulées ainsi que dans le volet élevage dans les bassins de Bakute, Babulinzi et Mushinga. Faisons remarquer qu'un retard a été enregistré dans le paiement de la prime de motivation aux bénéficiaires de la dernière phase.
3. Sur l'ensemble des missions effectuées tours à tour dans les différents bassins de production, des sensibilisations ont été faite sur les mécanismes de gestion des conflits dans les 5 Territoires auprès des CGCP qui sont les structures locales dans les sous bassins de production, laquelle restitution a atteint 26 CGCP sur les 42 effectives dans les 6 bassins de production de la zone du projet.
 4. Gestion des conflits : aux côtés de 72 plaintes enregistrés et traités jusque fin décembre 2018, bon nombre des conflits et plaintes ont été enregistrés en 2019. Un total de 487 cas enregistrés a été atteint et dont seulement 359 ont été favorables gérés et résolues

B. Suivi des activités des filières agricoles et végétales avec les ALE de mise en œuvre



1. Corridor 1 : Miti – Bulambika – Hombo

a) Bassins de Miti et Bitale sous la responsabilité de ECC MERU

Production végétale

Sur 50 GPA installés dans les 2 bassins, le long du processus de la mise œuvre du projet STEP, 50 GPA de 20 membres chacun se sont occupés des filières haricots, manioc et Bananier ont préparés les champs, semés, sarclés, récoltés la semence multipliés qu'ils se sont redistribués et qui leurs ont permis d'ouvrir des champs individuels également récoltés. Cette multiplication de semence leur a permis d'ouvrir 78 CEP sur les 100 attendus pour la vulgarisation des techniques agricoles à certains bénéficiaires directs et aux bénéficiaires indirects dans la zone du projet. L'ensemble des CEP mise en place ont été accompagné par les CA affectés dans les bassins pour l'accompagnement des bénéficiaires qui ont reçu la totalité des tranches de leur cash transfert en 3 tranches comme le veut le projet (le dernier paiement de la dernière tranche ayant intervenu au mois de septembre 2019 pour 7 GPA de la 3^e phase). De 22 CEP non installés, 14 CEP dépendant directement de 7 GPA à la phase 3.

En ce qui concerne les CA et ACSA, ECC MERU, il s'est observé le long de l'année 2022 une réduction sensible des effectifs sur le terrain avec un traitement dégressif des ACSA avant un arrêt qui semble avoir intervenue avant la fin de mois de décembre.

Production animale

Sur un total de 15 GPE de 22 personnes chacun installés dans les bassins de Miti et Bitale, 100% des bénéficiaires ont été servi du kit élevage et ceux ayant reçu les boucs ont été appuyé en cash. Les champs fourragers ont été installés et 6 FEP dans les 2 bassins dont 1 à Bushumba, 1 à Luhihi, 1 à Kashusha et 3 à Bitale. Une identification des bénéficiaires indirects pour la redistribution des chevreaux sur un crédit rotatif est en cours en collaboration avec les acteurs de la société civile et les chefs locaux. Sur base des statistiques du mois de novembre, 99 chevreaux sont déjà enregistrés dans le bassin de Miti et sont pointés pour la redistribution aux bénéficiaires indirects dans le bassin de Miti ; celui de Bitale n'étant maitrisé à ce jour.



b) Bassin de Bulambika sous la Responsabilité de l'ALE PADEBU

A fin 2019, 75 GPA ont installés dans le bassin : 31 GPA à la 1^e phase, 33 GPA à la 2^e phase et 11 GPA à la 3^e phase. 128 CEP ont été installés sur les 150 attendus et 22 CEP attendent encore la multiplication des semences dans les champs entretenus par les 11 GPA de la 3^e phase.

Pour préparer la pérennisation des actions du projet, une série de formation a été dispensé aux bénéficiaires sur la structuration. Durant 2 jours, les membres de GPA ont été formés sur les approches de structuration qui pourront leur permettre de maintenir la continuité des activités sous forme groupés.

Dans le volet animal, 1000 chèvres et 100 boucs géniteurs ont été distribuées à 550 personnes membres des 25 GPE qui les nourrissent des essences fourragères plantées dans les champs fourragers et abritent les étables construits par les bénéficiaires. Notons également l'enregistrement de quelques cas de décès dans le cheptel des bénéficiaires qui ont été remplacés selon des critères prêt établi. Pour la pérennisation des actions il s'est observé l'inclusion d'une initiative locale. Les 25 GPE ont créé 25 MUSO coordonnés par un comité mise en place et ayant un siège au bureau de PADEBU dans le bassin de Bulambika. En ce qui concerne le cash transfert, tous les bénéficiaires du bassin de Bulambika ont été servi la totalité des tranches.

Le personnel d'accompagnement de la mise en œuvre sous la responsabilité de l'ALE PADEBU reste en place jusque janvier 2020 grâce à la stratégie adopté par l'ALE pour le maintien de celui-ci. Elle a consisté à réduire son traitement de la moitié, soit 100 USD au lieu de 200 USD le mois.

Concernant la phase de la redistribution des bêtes mises bas sous forme de crédit rotatif, une phase d'identification des bénéficiaires a été entamée pour la première distribution de 122 chevreaux sur 94 mises bats dans les jours avenir.

2. Corridor 2 : Walungu – Mwenga – Kitutu

D'ordre général, l'état de lieu des activités dans les bassins du corridor 2 ont bien avancé. La production de la semence a atteint à ce jour 22600 Kg de riz, une forte qualité et quantité des boutures de maniocs à la satisfaction de tous les bénéficiaires directs et indirects avec une quantité suffisante en réserve qui appelle à une sensibilisation communautaire. Les filières haricots et bananiers n'ont pas été rentables pour les bénéficiaires en général. Le bananier n'a pas bien répondu pour raison d'infertilité de sol qu'il faille amender et le haricot a produit un résultat moins bon.

Après annulation du contrat avec la TMB pour le paiement du cash transfert, une signature avec la CARITAS est intervenu et a mis fin au mois de décembre à la situation des impayés, arriérées et retard dans le ^paiement du cash transfert aux bénéficiaires.

Sur le volet élevage, les bénéficiaires de Mushinga, Bakute et babulinzi ont reçu 800 têtes de chèvres et 80 boucs dont les mises bats sont enregistrées aujourd'hui en centaines et dont la phase d'identification des bénéficiaires indirects tant vers la fin la redistribution sous forme de crédit rotatif. L'identification des bénéficiaires indirects se fait dans les villages de chacun des GPE et par un comité composé d'un membre HOL-DRC, un de l'ALE et d'une autorité locale ou son représentant. Ce comité est chargé de l'identification et de la distribution auprès des bénéficiaires sur un critère de randomisation. Signalons que les données statistiques périodiques sur les mises bats sont collectées chaque mois pour envisager les autres distributions ultérieures auprès des bénéficiaires indirects.

C. Réhabilitation des pistes rurales



Dans les deux corridors du STEP, les travaux de réhabilitation de pistes rurales ont été lancés dans tous les 6 bassins. Sur le plan général, les routes ont été rendu praticable juste après les travaux de réhabilitation. Cependant, nous ne pouvons pas ne pas exprimer notre inquiétude sur le fait que les routes réhabilitées dans les corridors 1 ne sont pas rechargées et compactées alors que celles réhabilitées dans le corridor 2 sont en bonne état. Notre inquiétude se fonde sur la durabilité et la praticabilité de la route pendant la saison sèche et la grogne des membres de la communauté qui ont appris à faire de visites d'échange d'expérience.



II. TABLEAU SYNTHETIQUE DE RESULTATS INTERMEDIAIRES ATTEINT A FIN 2022

Renforcement institutionnel								
Indicateurs	Unité de mesure	Valeurs cumulatives ciblées					Description/définition des indicateurs)	Responsable collecte des données
		2019	2020	2021	2022	Cumul		
HOL-DRC : Hope of Life DRC								
<i>Nombre de HOL-DRC :</i>								
- Installés	cellule	6	-	-		6	PV d'élection des membres des bureaux HOL-DRC, décision de Validation des PV et Notification des animateurs	Coordination HOL-DRC
- Fonctionnels	cellule	6	-	-		6	Acte d'engagement des ETD et bureau opérationnel au chef-lieu des ETD	Chefs ETD et coordination HOL-DRC
<i>Nombre de HOL-DRC qui bénéficient d'un financement endogène suffisant</i>	cellule	1	3	-		4	Documents d'élaboration des Budget participative des ETD exercice 2018 et 2019	Chefs ETD
<i>Intermédiation des HOL-DRC</i>								
- Nombre Intermédiation entreprises ;	Cas	34	67	8		109	Cahier des Plaintes	Cellules HOL-DRC dans les le territoires et CGCP dans les sous bassins



- Nombre d'intermédiations réussies	Cas	12	82	4		98	Fiche d'enregistrement des plaintes et cahiers des plaintes	Coordination HOL-DRC et Cellule HOL-DRC ETD
<i>Nombre de missions réalisées</i>								
- Planification	Mission	1	2	1		4	Ordres de mission, rapport de mission et différents rapports, Plan annuel et semestriel, liste de présence.	Coordination HOL-DRC
- Concertation/médiation	Mission	2	6	1		9	PV des réunions, listes de présence, rapport et ordre de mission	Coordination HOL-DRC
<i>Nombre de rapports remis</i>	Pièce	4	9	1		14	Rapports produits avec accuse de réception du FSRDC	Coordination HOL-DRC



IV. ACTIVITES DE GESTION DES CONFLITS DANS LES BASSINS ET SOUS BASSINS

Un nombre de 487 cas des plaintes et conflits a été atteint à l'enregistrement dont 359 gérés et traités favorablement à ce jour dans les 2 corridors du STEP par 42 CGCP qui attendent être formés sur les mécanismes de gestion de conflit et des plaintes.

L'ensemble des plaintes ont porté sur le détournement de la prime de motivation dans certains GPA, les conflits liés aux champs, des dénonciations calomnieuses, remplacement des bénéficiaires dans certains GPA, divagation des bêtes, redistribution des semences, identification des bénéficiaires, la destruction des cultures, et d'autres contre les agents CA et ACSA et des conflits entre les animateurs HOL-DRC



TABLEAU SYNTHETIQUE SUR LA MISE EN PLACE DES CGCP (Comité de Gestion des Conflits et des Plaintes)

Corridor II : Walungu – Mwenga – Kitutu									
Bassin de BABULINZI									
N°	Sous- Bassin	Nom CGCP	Membres	Président	cooptation		Pourcentage		Mise en place
1	KITAMBA	KALOLE 1 ^{er}	9		4	5	44,4	55,5	14/03/2018
2	KITAMBA	KITAMBA	10		7	3	70	30	15/03/2018
3	BULINZI	BULINZI 1 ^{er}	10		6	4	60	40	20/03/2018
4	MIZULO	MASASU	10		5	5	50	50	24/03/2018
5	KITAMBA	BINGANGA	10		5	5	50	50	24/03/2018
6		BYAMBA	10		6	4	60	40	21/03/2018
7		BABULINZI 1 ^{er}	10		6	4	60	40	20/03/2018
8	KITAMBA	KINGA	10		4	6	40	60	15/03/2018
9		KALOLE	10		4	6	40	60	14/03/2018
10	MUKANGALA	MUHIMBILI	10		8	2	80	20	20/07/2018
11	MUKANGALA	NABAHOMBYA III	6	MWENABATU MULOBA	4	2	66,4	33,2	10/09/2018
12	KITAMBA	KINGA	10		1	9	10	90	02/09/2018
13	BABULINZI	BULINZI 1 ^{er}	10		7	3	70	30	05/09/2018
14	MIZULO	MIZULO	10		5	5	50	50	09/09/2018
15	MUKANGALA	MULAMA	6		4	2	66,4	33,2	28/03/2018
16	MUKANGALA	MUKANGALA	10	MAZAMBI KYALEMANINWA	7	3	70	30	28/03/2018
Bassin de BAKUTE									
17	BAKONGO	BILIZA	7		6	1	85,5	14,2	08/07/2018
18	BANAMUKIKA	LULIBA	10		10	-	100	-	08/07/2018
19	BYONGA	BANGOYE	9		9	-	100	-	07/09/2018
20	BAKUTE	KABUZU	7		6	1	85,5	14,2	09/07/2018
21	BAKUTE	KANGUBANGUBA	6		6	-	100	-	10/07/2018
22	BAKUTE SUD	LUNGUNGU I	8		6	2	75	25	28/02/2018
23	BANAMUKIKA	KATANGA	7		7	-	100	-	20/09/2018



24	BYONGA	BANGOYE	8		7	1	87,4	12,4	28/02/2018
Bassin de MUSHINGA									
25	MULAMBA	KARHWA	10	BIHABWA MUNGANGA	5	5	50	50	31/05/2018
26	MUBUMBANO	MUBUMBANO	10	INSHINGWA LOBO	5	5	50	50	29/03/2018
27	MADAKA	MADAKA	10	BAHATI NTAWINIGIRA	5	5	50	50	01/06/2018
28	MUSA	MUSA	10	BANYWESIZE MAPENDO	3	7	30	70	21/05/2018
CORRIDOR 1 : Miti –Bunyakiri – Hombo									
Bassin de Miti									
29	BUSHUMBA	BUSHUMBA	9	LULIHOSHI BAVURHE Pascal	3	6	33,3	66,6	30/03/2018
30	BUSHUMBA	BUSHUMBA	9	Benjamin CIMUSA MURHESA	3	6	33,3	66,6	26/05/2018
31	LUHIHI	LUHIHI CENTRE	10	CIIRHUZA MATANGULIA	6	4	60	40	24/05/2018
32	LUHIHI	LUHIHI CENTRE	6	OMBENI MATERANYA	5	1	83,3	16,6	
33	LUHIHI	LUHIHI	9		7	2	77,7	22,2	31/03/2018
34	MITI	MITI	9	CIRIMWAMI KWIGOMBA	6	3	66,6	33,3	31/03/2018
35	MITI	MITI CENTRE	9		4	5	44,4	55,5	
36	MITI	COMBO	9	MUSHAGALUSA ZIGABE Bertin	6	3	66,6	33,3	03/03/2018
34	MITI	COMBO	8	BASHIZI CIRINGWI	5	3	62,5	37,5	03/03/2018
Bassin de Bitale									
35	MALONGE	MALONGE	7	BUTASHIBERA HAMARANGO	5	2	71,3	28,4	24/07/2018
36	HUNGU	HUNGU	7	Gentil MAOMBI SONGA	4	3	57,1	42,6	22/07/2018
37	NDANDO	LUKOWA	10	Bertin BWIRA TULINABO	8	2	80	20	24/07/2018
Bassin de Bulambika									
38	HOMBO	IRANGI	10		6	4	60	40	03/08/2017
39	CHIGOMA	CHIGOMA	10		7	3	70	30	21/07/2017
40	KARASI	MAKUTA	10		7	3	70	30	21/07/2017
41	MAIBANO	MAIBANO	10		6	4	60	40	21/07/2017
42	MAIBANO	NYAMISIMAU LU	10		6	4	60	40	21/07/2017



V. SUIVI DES INDICATEURS

		Cumul antérieur	Cumul actuel	Variation	Note
		De 2017 au 30 juin 2018	Du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 Décembre 2019		
Nombre de cellules HOL-DRC dans les corridors du STEP		6	6	0	
Nombre de cellules HOL-DRC créés ou renforcés dans les ETD chefferies du Corridor du STEP		4	4	0	
Pourcentage de Représentants des cellules HOL-DRC dans les ETD	Femmes	29,16%	29,16%	0%	
	hommes	70,84%	70,84%	0%	
Nombre de structures communautaires (CGPC) de prévention, de médiation et de résolution des conflits créées ou renforcées		34	42	08	
Nombre de Plans d'action de résolution de conflits adoptés par les communautés		66	487	421	
Nombre de Plans d'action de résolution de conflits adoptés dans les communautés affectées par le déplacement forcé		-	-	-	
	Femmes	49,72%	48,30%	-1,42%	



Pourcentage de Représentants des structures décisionnelles et gestionnaires à base communautaire issus des groupes vulnérables ou marginalisés bénéficiaires	Jeunes de moins de 30 ans ou ex combattants	46,54%	49,41%	2,87%	
	Déplacés/réfugiés				
	Pygmées	1,53%	2,00%	0,47%	
	Handicapé	0,77%	1,19%	0,32%	

Commentaires :

Sur 5 HOL-DRC redynamiser et mettre en place, 5 Antennes de HOL-DRC sont déjà opérationnel sur les deux corridors du STEP. De 6 opérationnels, 4 ont été redynamisés et installés et tous les 6 disposent à ce jours de locaux équipés en meubles de bureau, matériel informatique et fournitures de bureau (table, étagère et 4 chaises à dossier, 1 ordinateur portable et 1 imprimante scanner photocopieuse à la fois). Ces structures sont doté chacune des fournitures en appui au fonctionnement des HOL-RDC pour leur permettre de savoir enregistrer, gérer et remonter le rapport sur toutes les activités pendant le mois aux instances supérieures pour la mise en œuvre effectives du projet plus particulièrement à la coordination provinciale des HOL-DRC. Tous ont obtenu dotation des équipements de terrains. Un kit composé de 2 tenues imperméables, 4 paires de gants, 4 paires de bats et 2 paires de godions.

Concernant les CGCP mis en place : sur les 42 mis en place à la 1^{ère} phase et 2^e phase pour couvrir tous les sous bassins de deux corridors du STEP, après la redynamisation de CGCP intervenu entre avril et mai 2018 dans les 6 bassins, une fusion s'est opéré pour certains CGCP et a réduit le nombre à 34 sur l'ensemble des deux corridors du STEP qui ont été complété par 8 CGCP à la 3^e phase de la mise en œuvre du projet. 13 de ces CGCP ont bénéficiés de la formation dispensée aux animateurs CARG sur la gestion des conflits. Ces derniers dans leurs activités quotidiennes ont restitués la formation.

Ces comités connaissent déjà de situation de conflits. Ces informations nous sont transmises sur des fiches des plaintes et des doléances ou par voix de sms qu'il nécessite déjà envisager une formation sur la gestion des conflits et des plaintes pour intégrer les membres au projet et les familiariser avec les mécanismes de gestion de conflit validés par la banque mondiale pour la pérennisation des actions du projet dans les bassins.





VI. ACTIVITES REALISEES PAR LE PERSONNEL CLE

A. Synthèse des activités réalisées par le coordinateur

- Sensibilisation des bénéficiaires sur l'approche du projet STEP dans les corridors 1 et 2
- Sensibilisation de Chefs de 5 Territoires sur 6 dans les 2 corridors du STEP pour l'appropriation du projet et la disponibilité d'un local dans chacune de chefferies devant abriter le HOL-DRC.
- Réunion de coordination avec les secrétaires exécutifs HOL-DRC des Territoires
- Préparation de la mission d'évaluation de la saison culturelle B/2022 et de la sensibilisation des parties prenantes sur les mécanismes de gestion de conflits et des plaintes
- Conseils techniques aux animateurs HOL-DRC sur la prévention et la gestion des conflits rapportés par les CGCP mises en place dans différents sous bassins
- Formulation des directives techniques à l'équipe de terrain de la coordination provinciale des HOL-DRC sur la redynamisation des CGCP
- Penser les mécanismes de pérennisation des acquis des projets

B. Synthèse des activités réalisées par l'agent

- Formation sur les mécanismes de gestion de conflits et des plaintes
- Accompagnement du processus préalable de la contractualisation avec les chefs des Territoires sur la gestion des engins roulants (motos) dotés aux HOL-DRC des Territoires
- suivi de la mise en œuvre du projet et de collecte des informations liées aux conflits dans les deux corridors du STEP et analyse et orientation des animateurs HOL6DRC dans la gestion des conflits et des plaintes



- Visites des champs des différents GPA et Champs individuels en semi et sensibilisation des bénéficiaires sur l'appropriation des acquis et actions du projet
- Visites des champs fourragers des différents GPE et des étables abritant les chèvres et participation au processus préparatoire de la redistribution des chevreaux obtenue des mises bats
- Dotation des équipements et matériels de terrain aux animateurs HOL-DRC des Territoires
- Élaboration des rapports des missions
- compilation des rapports des HOL-DRC des Territoires et élaboration des rapports mensuels d'activités des HOL-DRC et de la coordination provinciale.

Synthèse des activités réalisées par le comptable

- Opérations bancaires et rapports financiers

VIII. DIFFICULTES RENCONTREES AU COURS DE L'ANNEE

- Organisation du Transport au niveau local : Sur le plan général, les mouvements de la coordination provinciale n'ont pas été aisés dans certaines zones du projet pour manque d'un engin de mobilité. Certains sous bassins sont restés inaccessibles car les moyens étaient limités



IX. SITUATION JUDICIAIRE RESUME DE L'APPUI INSTITUTIONNEL DU STEP AUX CARG DU SUD KIVU DANS LES 2 CORRIDORS

	Activités/Activités réalisées		Cout prévisionnel	Cout de Réalisation au 20 juin 2019	Ecart	Taux	Commentaires	activités retenues après revue judiciaire
1	INVESTISSEMENT							
1.1	Equipement de bureau (ordinateurs, imprimantes, photocopieuses, Armoires, tables bureau, chaises à dossier)	6 bureaux HOL-DRC des Territoires et 1 bureau de la coordination provinciale des HOL -DRC ont été doté chacun d'1 ordinateur portable, 1 imprimante, des meubles de bureau (1 table+1étagère + 4 chaises)	7000	6 983,00	17,00	99,76%		
1.2	Equipement terrain (impermeables, gants, casques...)	5 bureaux HOL-DRC opérationnels ont été doté chacun de 2 paires des imperméables, 4 paires de bats, 2 paires des gaudions, 2 paires de gants	700	686,00	14,00	98,00%		
1.3	Moto pour superviseurs de terrain (5 Territoire et 1 Coordination)	pour l'acquisition des motos, initialement prévu pour l'acquisition de 7motos TVS jugés non résistant aux activités de terrain, 6 motos DT ont été acquis par le FSRDC et attendent être livrés à la coordination provinciale de HOL-DRC pour dissémination dans les HOL-DRC des territoires du STEP	14000	30 000,00	-16 000,00	214,29%		
1.4	Opérations motos (Carburant, Lubrifiant, réparation et document de bord)	les frais des assurances ont été soutirés sur cette ligne et cela a été fait par le FSRDC. Les autres dépenses effectuées ont été les lubrifiants qui alimentent les motos	7890	5 920,00	1970,00	75,04%		
	<i>S/Total 1</i>		29590	40 949,00	-11 359,00	138,39%		4610



2. ACTIVITES							
2.1	organisation d'une mission d'accompagnement des ALE dans la prise en main des bassins	au lieu de 10 nuitées couvertes par les prévisions pour la prise en main des bassins, une mission de 7 jours a été effectuée sur le corridor 1 en compagnie de l'ALE PADEBU et ECC MERU	600	420,00	180,00	70,00%	
2.3	Information/formation des animateurs des HOL-DRC dans les corridors sur les activités de la composante, les approches opérationnelles retenues et le rôle des HOL-DRC et des autres acteurs joué dans le projet	2 ateliers de formation ont été organisés dans les 2 corridors du STEP. un total de 24 personnes composant les 6 bureaux permanents des HOL-DRC dans les Territoires a été formé et mis à niveau sur les approches retenues par le projet STEP pour la mise en œuvre. Ce qui leur a permis de bien savoir accompagner les activités du projet dans les missions et rôles qui sont les leurs.	2160	2 160,00	0,00	100,00%	
2.4	formation technique des animateurs HOL-DRC de 5 Territoires	un atelier de formation a été organisé dans chacun des de 5 cellules HOL-DRC du STEP. 19 animateurs HOL-DRC ont été formé sur les mécanismes de gestion de conflit et des plaintes telles qu'arrêté par la banque mondiale. A leur tour d'aller restituer aux CGCP dans les bassins et sous bassin	2160	1 134,00	1 026,00	52,50%	
2.5	Organisation de réunions spécifiques si besoin entre GPA/GPE et ALE pour discuter des problèmes et décider de mesures appropriées pour les résoudre	un total de 67 réunions organisées par les HOL-DRC des Territoires dans les sous bassins. Ces réunions n'ont pas reçu un appui financier du fait que la rubrique ci-présente nécessite être accompagné d'une certaine mobilité pour atteindre tous les coins et recoins	2700	1 900,00	800,00	70,37%	



2.6	Organiser une réunion trimestrielle d'harmonisation des actions menées par les ALE pour l'appui conseil	4 réunions ont été organisées par la coordination provinciale des HOL-DRC dans chacun des 5 bassins de production du STEP. Elles ont connu la participation des membres des GPA, des GPE, CGCP, ALE et autorités locales pour parler de l'évolution de la mise en œuvre du projet afin de l'orienter.	3000	3 000,00	0,00	100,00%		
2.7	Organiser une réunion semestrielle de concertation, suivi de mise en œuvre du projet et collecter les informations liées aux conflits sociaux dans les corridors	2 réunions ont été organisées par la coordination provinciale des CARG dans chaque corridor du STEP. Elles ont connu la participation des membres des GPA, des GPE, CGCP, ALE et autorités locales pour parler de l'évolution de la mise en œuvre du projet, collecter les conflits liés au projet et formuler des orientations afin de d'atteindre les résultats escomptés. durant cette session de travail. 21 animateurs HOL-DRC des 2 corridors ont été formés sur les Techniques d'animation des groupes, la conduite des réunions, le rapportage et la gestion des conflits en attendant formation ultérieure du fond social de la RDC	18000	7 200,00	10 800,00	33,33%		
S/Total 2			31218	19 312,00	11 906,00	61,87%		
3. REMUNERATION								
3.2	Salaire des 6 Secrétaires Permanents des HOL-DRC chefferies (6persx36mois= 216)	18 mois x 6 est le nombre des mois payé au animateurs HOL-DRC à hauteur chacun de 100 USD le mois. Ce paiement est devenu dégressif à partir du mois de janvier 2022 soit 80 USD par HOL-DRC	18720	16 080,00	2640,00	85,90%		2040
3.3	Salaire du Coordonnateur Provincial	18 mois payé à hauteur de 250 USD le mois et 6 mois pour 200 USD le mois	8100	6300,00	1800,00	77,78%		600



3.4	Frais d'itinérance (5jrs/moisx36mois= 180)	85 nuitées est le total des nombres des jours couverts durant toutes les missions effectuées pour réaliser les activités sus évoqués.	10800	6960,00	3940,00	47,23%		660
	S/Total 3		37620	25 460,00	12 180,00	67,68%		3300
4. COUT DE FONCTIONNEMENT								
4.1	Frais de fonctionnement	2000 USD est le total du montant reçu pour le fonctionnement des cellules HOL-DRC des Territoires et de la coordination provinciale. Soit 500 USD par semestre à partir de juillet 2017. la totalité payée couvre même le mois de décembre.	3000	2500	500	83,34		500
	S/Total 4		3000	2 500,00	500,00	83,34%		500
	TOTAL GENERAL		101428	97 455,00	13 727,00	96,09%		3973



X. CONCLUSION & RECOMMANDATIONS

A. Conclusion

Le présent rapport retrace l'ensemble des activités entreprises par le Hope of Life DRC de janvier à décembre 2022 dans la mise en œuvre du projet STEP. Sur un programme arrêté au PTBA annuel et sur une planification trimestrielle, plusieurs activités se sont effectuées dans les Bassins et sous bassins des deux corridors du projet. Il s'agit d'un nombre important des réunions de sensibilisation des GPA et GPE sur la participation active au projet STEP, la recherche d'une collaboration avec les ALE et les autres acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet (IPAPPEL, SENASEM, ALE...), la facilitation de la gestion et de la résolution éventuelles des conflits et conflits existants déjà, l'harmonisation des approches d'intervention avec les parties prenantes, (FSRDC, CARG et ALE), la vulgarisation des mécanismes de gestion de conflit et des plaintes, le suivi des activités de distributions des bêtes, l'enregistrement des mises bats, l'identification des bénéficiaires indirects et le suivi des activités de réhabilitation des pistes rurales.

Des besoins et attentes se sont exprimés par toutes les parties prenantes pour contribuer chacune en ce qui lui concerne à la mise en œuvre du projet. Nombreux se sont rapportés au besoin en renforcement des capacités des membres des bureaux HOL-DRC dans les Territoires, des CGCP et des chefs locaux sur les thématiques ci-après : La prévention, gestion et la résolution des conflits ; la dynamique des conflits, les mécanismes locaux de transformation positives des conflits ; le champ modèle de paix ; les actions de développement communautaire et la culture de la paix ; l'élaboration d'un business plan.

B. Leçons apprises

Un calendrier des activités est à partager avec les différentes parties prenantes dans la mise en œuvre du STEP pour une bonne coordination des activités du projet. La multiplication des rencontres entre les parties prenantes est un facteur important pour l'harmonisation dans les interventions sur terrain et la coordination des actions du projet au bénéfice de la communauté pour l'atteinte des résultats escomptés.

C. Recommandations

Au FSRDC,

- Pour avoir atteint un certain niveau de relèvement au sein de la communauté, il importe dans les conditions de possibilités plaidé pour l'octroi d'un nouvel appui à la population du milieu qui n'aurait pas été bénéficiaire et qui reste vulnérable. Le même appui est important aux bénéficiaires ayant atteint un certain niveau de production pouvant bénéficier d'une transformation pour la mise en état de commercialisation.



- Si possibilité il y aura, doter la coordination provinciale des HOL-DRC à fin projet d'un des véhicules affectés au projet pour lui faciliter les mouvements dans les zones du projet afin de poursuivre sa mission d'intérêt général au service de la communauté.

Aux ALE dans les 2 corridors

- S'il pouvait communiquer et partager le programme de leurs activités avec la coordination provinciale des HOL-DRC sa serait faciliter la bonne coordination des actions sur terrain et ce serai aider les à connaître les situations problèmes et revendications des bénéficiaires regroupés en GPA et GPE qu'ils savent rassembler.



RAPPORT ANNUEL EXERCICE 2022



Parrainage des enfants

Décembre 2022



INTRODUCTION :

Le présent rapport couvre la période du 1^{er} Février au 30 novembre 2022. Il contient la situation de parrainage des enfants, sensibilisation sur le VIH/SIDA et défense des droits des enfants actuelle dans le territoire de Kalahe, qui ont constitué notre lieu d'action avec les réalisations des activités, les difficultés rencontrées, enfin les perspectives d'avenir.

Au cours de cette période, **HOL-RDC** en partenariat avec le *Bureau International Catholique de l'Enfance*(BICE) et *Children In Christ International (CIC)*, a réalisé des activités dans le domaine de l'éducation, santé, construction des latrines et promotion sur l'hygiène et assainissement), Prévention sur le VIH/SIDA Nutrition , Encadrement psychosocial ainsi que celles liées à la coordination des programmes.

3.2. PROJETS ET PROGRAMMES PLANIFIES

2.2.1. Projets et Programmes conçus et élaborés :

N°	Titre du projet	Domaine d'Intervention	Bailleur de Fonds	Budget estimé \$ USD	Financement
01	Projet de promotion de l'Agriculture et l'Education nutritionnelle en faveur des	Sécurité Alimentaire	Maison d'Espoir pour	7891.33	Financé



	Femmes et Enfants à Hombo sud		les Déshérités		
03	Scolarisation de 50 enfants orphelins des guerres à Bunyakiri dans l'EP Karale et 25 à l'EP Kisoshi II.	Education	Children In Christ International CIC	14.000	Financé
06	Projet de sensibilisation sur la prévention aux IST-VIH/SIDA à Hombo sud dans le territoire de Kalehe	Protection	BICE	1200	financé
09	Projet de réhabilitation du tronçon routier de desserte agricole :Karasi, Bulambika,Buloho(54 km)	Réhabilitation des routes	Pooledfund	252.878	Echoué

3. LES PROJETS EXECUTES :

4. Prise en charge nutritionnelle des enfants orphelins des guerres à Bunyakiri appuyé par le Bureau International Catholique de l'Enfance

Nutrition			
Résultats visés	Résultats atteints	Ecart	Justification
-Encadrer 180 enfants orphelins malnutris ; -Initier 80 familles à la culture maraîchère en vue	-167 enfants ont été encadrés et sont bonne santé ;	- 4 enfants ont décédés suite au manque de certain	Le financement qui a été de 15000\$ n'a pas été à mesure de couvrir tous les besoins liés à la pire



<p>de suppléer la nutrition de leurs enfants</p>	<p>- 76 familles appliquent la culture maraîchère et ont améliorées la situation nutritionnelle de leurs ménages</p>	<p>médicament et 9 autres ont quitté le centre avant qu'ils soient guéris</p> <p>- 4 familles ont été démotivées</p>	<p>en charge de 180 enfants et à la formation de 80 familles sur la culture maraîchère (distribution des semences maraîchères), c'est pourquoi les résultats n'ont pas été de 100% à la fin de l'exercice</p>
--	--	--	---

Sources de vérification :





Jardin de choux à Bunyakiri

Séance de formation de ménages sur les techniques agricoles
(cultures maraichères)

Nutrition			
Résultats visés	Résultats atteints	Ecart	Justification
-Tenir 1 séance de sensibilisation et 2 projections film -constituer 3 clubs anti sida	- 164 personnes dont 54 hommes, 102 femmes et 8 personnes vivant avec handicap ont participé à 2 séances de sensibilisation -3 clubs anti sida ont été constitués et implantés ; -2 cas de violence sexuelle et 3 arrestations arbitraires ont été enregistrés	1séance n'a pas été tenue suite à l'insécurité	Le financement de 1200 \$obtenu chez CIC a fait que ces activités soient réalisées malgré les difficultés
Sources de vérification :			

RELATIONS AVEC LES AUTRES ACTEURS :**7.1. Collègues membres du cluster de HCR**

HOL-RDC participe aux réunions mensuelles du HCR qui sont tenues chaque le 13 Mercredi du mois avec comme objectif ; la présentation des activités de chaque membre, l'organisation des missions conjointes de suivi ou d'évaluation des besoins communautaires si nécessaire.

Relation avec les bailleurs des fonds



L'action pour les femmes et enfants marginalisés HOL-RDC à échanger avec ses Bailleurs des fonds actuels BICE, CIC et la Maison d'Espoir pour les déshérités MED, qui ont financé les activités au cours de l'année 2014. A chaque étape de l'exécution des activités, HOL-RDC rendait compte à tous ses bailleurs de fonds à travers la transmission des rapports mensuels, trimestriels et finals des activités et financiers ;

DIFFICULTES RENCONTREES :

Au cours de l'année 2020, les activités réalisées par HOL-DRC n'ont pas été parfaite, c'est pourquoi les contraintes suivantes sont observées:

L'insécurité dans certains coins du territoire de Kalehe qui a perturbée le calendrier des activités de certains projets et parfois entraînait l'arrêt momentané des activités ;

Le manque d'appui institutionnel fait que les activités HOL-DRC évoluent difficilement quand les projets d'urgences arrivent à leur terme ;

Accès difficile aux financements des organisations internationales, nationaux et locaux

PERSPECTIVES D'AVENIR :

Au cours des années 2020 à 2023; HOL-DRC compte réaliser les actions suivantes:

Épanouir de parrainage des enfants dans deux territoires Kalehe et Uvira ainsi que dans d'autres territoires de la province selon les moyens de financements

Réaliser des activités de promotion de la sécurité alimentaire dans toutes les zones de retour des déplacés des guerres et catastrophes Dans deux Territoires

(kalehe et Uvira) dans la province du Sud-Kivu ;

Réaliser des activités de protection de l'environnement au Sud-Kivu ;

Quitter les projets d'urgence vers les projets de développement durable ;

Promouvoir les activités de la santé communautaires (VIH/SIDA, et autres activités lieu à la santé) ;

Encadrement des enfants de la rue et des orphelins ;

Organiser des clubs d'encadrement des enfants sur leurs droits et de voir et des formations sur leur leadership dans la ville de Bukavu



Création des clubs de bonne nouvelle aux enfants de la rue, abandonnés, orphelins et les anti- Christ

S'engager à la démobilisation des enfants dans les groupes armés des Rebelles.

Chercher d'autres bailleurs de fonds au niveau local, National et International.

RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS:

a)A Hope of Life DRC :

Que Hope of Life DRC continue à chercher d'autres bailleurs pour renforcer la capacité financière et l'amélioration des conditions de vie des vulnérables dans leur milieu d'origine ;
Que HOL-DRC prouve davantage ses capacités en vue de mener des démarches d'éligibilité dans les projets de parrainage des enfants ;

Que ses agents aient la passion de travailler bénévolement dans l'organisation et qu'ils soient satisfaits de leurs motivations en vue de mener un travail efficace sur terrain.

b) Aux Bailleurs de fonds :

Que les bailleurs de fonds livrent les fonds au moment opportun en respectant la période et les tranches comme convenue et qu'ils augmentent le fonds pour l'épanouissement des activités sur terrain ;

Que les fidèles locaux et étrangers de HOL-RDC continuent à déposer leurs contributions en vue de renforcer les activités de développement et de parrainage des enfants.

c) Aux Bénéficiaires :

Que les bénéficiaires s'approprient tous les projets pour garantir leur impact et durabilité.

d) A l'Etat Congolais :

Que l'état congolais assure la sécurité sur les axes routiers et les zones d'intervention (territoires de Kalehe) pour faciliter aux humanitaires de bien travailler et de donner la chance à tous les vulnérables d'être aidés.

e) Aux Membres de HOL-RDC (à l'étranger):



Etre exemplaires dans la promotion des activités de développement et urgences de BICE, CIC et MED en province du Sud-Kivu où la crise humanitaire bat le record. Leur mobilisation des fonds nous reste plus que nécessaire, urgente et pertinent.

Enfin, nous remercions aux donateurs BICE, CIC et MED pour leur soutien financier et technique, à travers lequel toutes les activités ont été réalisées. Nous pensons qu'à travers les recommandations ci-haut formulées, HOL-RDC aura à améliorer ses qualités de travail, à la satisfaction de ses bénéficiaires.

Fait à Bukavu le 31 Décembre 2022 :

Roger AMULI CHUMA

Coordonnateur Général



RAPPORT ANNUEL 1 Février 2023 au 31/12/2023 S 3G II RDC

Projet S 3G II :

**STABILITE-GENRE-GARENTIE
COMMUNAUTAIRE, GUICHET UNIQUE ET GESTION DE
LA CHAINE D'APPROVISIONNEMENT EN MEDICAMANT
ESSENTIELS DE LA SANTE SEXUELLE ET
REPRODUCTIVE**

République Démocratique de Congo

Province: SUD- KIVU

Période: Du 1/2/2023 au 31/12/2023

**MOT DE FIERTE:**

Le système de financement basé sur la performance adopté par CORDAID dans toutes les structures appuyées par les projets S3GII, a aidé les structures à rehausser leur niveau des performances en offrant les soins de qualité et quantité au travers les témoignages des bénéficiaires pendant les sessions d'enquêtes communautaires.

TABLEAU 2 : ZONE DE SANTÉ, AIRES DE SANTÉ ET CENTRES GUICHETS UNIQUES

Zones de santé	Aires de santé	Centre à guichet unique	CROSS BORDER
KAMITUGA	Isopo, Katunga, Mero et Kabukungu	HGR Kamituga	
KALEHE	Lemera, Tshofi, Kalehe et Bushushu	HGR kalehe et H de la police	IRAMBO
RUZIZI	Sange Etat, Nazareno, Luberizi et Mutarule	HGR SANGE	Cs kamanyola
TOTAL	12 Aires de santé	4 One stop center	2 Cross border

Contexte

Dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles et celles basées sur le genre dans le projet S 3G deuxième phase financé par le ministère des affaires Etrangères du Royaume des pays -Bas , Hope of Life DRC a réalisé ces activités des mises en œuvre à travers la sensibilisation communautaire, Identification des cas et référencement des cas dans la réponse aux besoins des survivantes. Le volet santé et soutien psychosocial, qui fait partie de l'un de nos activités ci-haut cité qui exerce un grand nombre d'activités selon la planification.

Ce présent rapport retrace toutes les activités réalisées au cours de la période allant du 1 Février au 31 Décembre 2023.

**ACTIVITÉS RÉALISÉES:**

Pour cette période, trois grandes activités ont été réalisées notamment:

1. Sensibilisation communautaire sur la lutte contre les SVBG

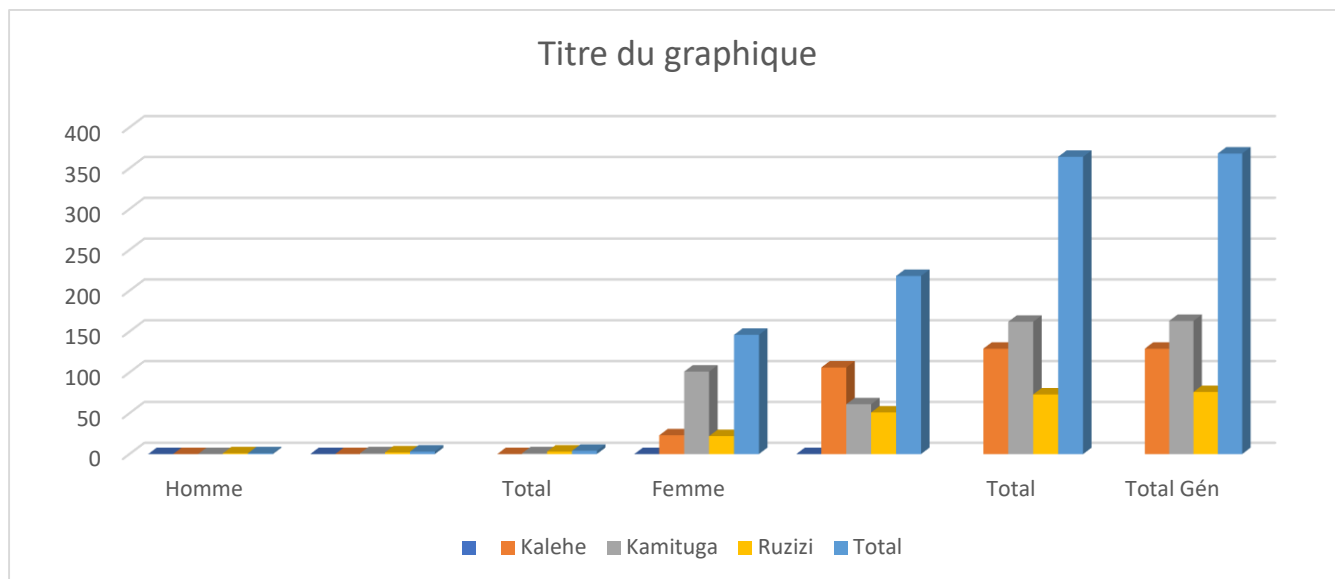
I.1 : Tableau relative à la sensibilisation communautaire

Zone de santé	Homme		Total	Femme		Total	Total Gén
	-18ans	+18ans		-18ans	+18ans		
Kalehe	5379	3817	9196	11523	7106	18629	27825
Kamituga	6047	4932	10979	15101	6831	21932	32911
Ruzizi	2849	916	3765	4022	1951	5973	9738
Total	14275	9665	23940	30646	15888	46534	70474

2. Assurer le suivi de l'identification des survivants dans les zones de santé couvertes par le projet (Kamituga, Kalehe et Ruzizi)

I.2 tableau relative à identification des cas

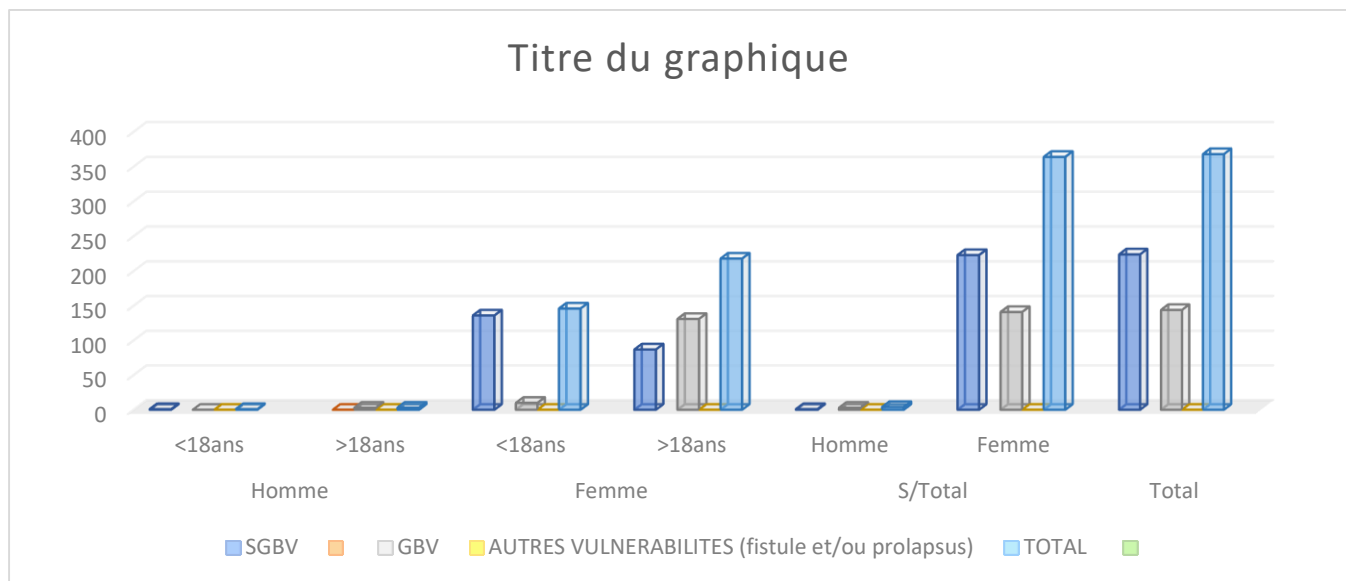
Zone de santé	Homme		Total	Femme		Total	Total Gén
	-18ans	+18ans		-18ans	+18ans		
Kalehe	00	00	00	213	806	1019	1019
Kamituga	1	00	1	1201	561	1762	1763
Ruzizi	00	00	00	93	151	244	244
Total	1	00	1	1507	1518	3025	3026



Commentaire : ce tableau ci haut démontre qu’il y a 3026 cas identifiés dans toutes les zones de santé couverte par le projet S 3G II au Sud-Kivu. La courbe de la zone de santé de kamituga reste élevé c’est-à-dire que c’est la zone qui continue à enregistrer beaucoup de cas que les autres avec comme un chiffre total de 1763 cas identifiés, les femmes ont subi beaucoup de violence que les hommes au cours de cette année à Kamituga plus spécifiquement les mineurs et 1 cas d’homme mineur, suivi de la zone de santé de Kalehe qui a 1019 cas tous de sexe féminin. La zone de santé de Ruzizi vient en dernière position avec comme 244 cas des cas identifiés.

I.3 Répartition des cas selon les incidents

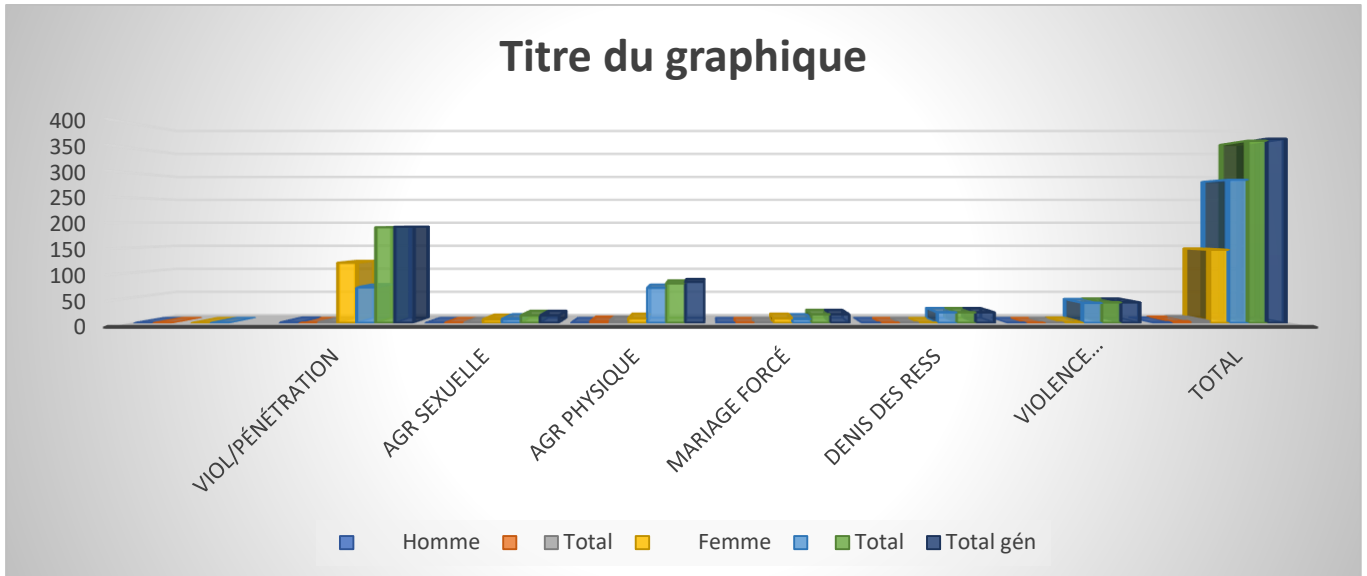
	Homme		Femme		S/Total		Total
	<18 ans	>18ans	<18ans	>18ans	Homme	Femme	
SGBV	1	0	436	187	1	623	624
GBV	0	0	00	103	0	240	2403
AUTRES VULNERABILITES (fistule et/ou prolapsus)	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1	0	436	121	1	302	3026



Les violences sexuelles basées sur le genre (viol, agression sexuelle et mariage forcé) sont au premier classement par rapport aux cas identifiés 624 cas et 2403 pour les cas de violences basées sur le genre (agression physique, dénis des ressources et violence psychologique)

I.3 Répartition des cas selon les types VBG

Types VBG	Homme		Total	Femme		Total	Total gén
	-18 ans	+18 ans		-18 ans	+18 ans		
Viol/pénétration	1	0	1	436	187	623	624
Agr sexuelle	0	0	0	217	93	310	310
Agr Physique	2	1	3	503	918	1421	1424
Mariage forcé	0	0	0	27	139	166	166
Denis des Ress	0	0	0	71	68	139	139
Violence psychologique	0	0	0	103	261	364	364
Total	3	1	4	1257	1621	3023	2663



Commentaire : ce tableau ci haut réparti les cas identifiés selon les types de VBG, les cas de Viol occupent la deuxième place avec 623 parmi eux 381 sont venus dans les délais de 72 tous ont reçu les KIT PEP. En première position ces sont les agressions physiques avec 1424 cas, la plus part ces sont les violences conjugales car ces sont des mariés, les dernières catégories partage le score restante.

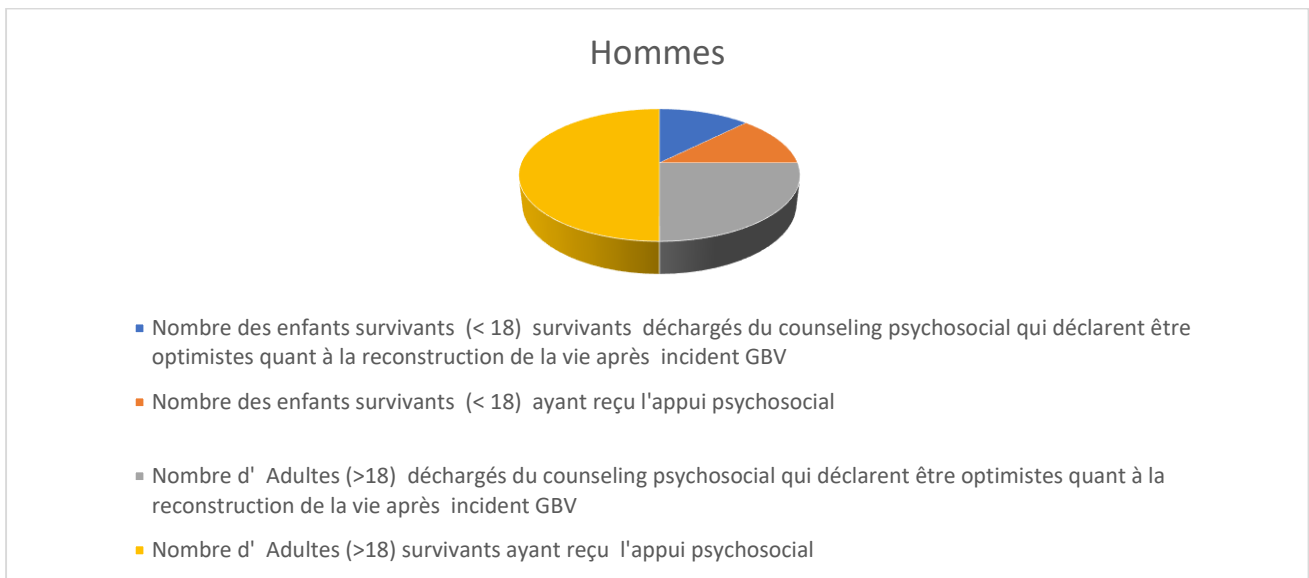
II.4 PRISE EN CHARGE ET RESULTATS

1768 cas ont bénéficié le counseling de base auprès des APS , l'appuis de psychologue clinicien est resté très capital dans l'orientation de la prise en charge faite par les APS dans les aires de santé, la prise des cas de santé mentale ou les autres troubles mentaux compliqués (dépression sévère, les cas à haut risque, les psychoses hallucinatoires aiguës, les psychoses chroniques, les attaques de paniques, les psychoses maniaco-dépressive, les TOC, les troubles psychosomatiques, etc.) Pour les cas compliqués de santé mentale les centres de santé qui n'ont pas les psychologues cliniciens réfèrent aux hôpitaux généraux de références qui ont des psychologues cliniciens dans les OSC.



A. Cas reçu et déchargé au niveau Psycho1, Psycho2

	Hommes	Femmes	TOTAL
Nombre des enfants survivants (< 18) survivants déchargés du counseling psychosocial qui déclarent être optimistes quant à la reconstruction de la vie après incident GBV	1	721	722
Nombre des enfants survivants (< 18) ayant reçu l'appui psychosocial	1	946	947
Nombre d' Adultes (>18) déchargés du counseling psychosocial qui déclarent être optimistes quant à la reconstruction de la vie après incident GBV	0	1198	1198
Nombre d' Adultes (>18) survivants ayant reçu l'appui psychosocial	0	2108	2108



Commentaire / Analyse : Ce tableau démontre que tous les cas qui ont été identifiés ont bénéficié de l'appui psychosocial chez les APS dans nos structures. Tous les déchargés ont affirmé avoir reçu les services qu'ils avaient besoin et déclarés satisfaits.



2 Activité : Mission de vérification des établissements des soins de santé dans les zones de santé kalehe , kamituga et ruzizi 2023 dans le cadre du projet S 3G II

2.1 Vérification communautaire

Cette activité consiste à confirmer l'existence des malades dans la communauté, qui ont bénéficié des services dans les différentes structures

Un échantillonnage est tiré dans chaque zone de santé

Kalehe	960
Kamituga	960
Ruzizi	960
Total	2880

I. OBJECTIFS

A. GENERAL

Contribuer à la bonne mise en œuvre harmonieuse du programme d'Achat stratégique dans le volet FBP du projet S3GII.

B. SPECIFIQUE

Analyser les risques de fraude relative au paiement des performances :

- Vérifier les données déclarées dans le registre pour le T1 des toutes les prestations subsidiées ;
- Procéder à la validation des données vérifiées ;
- Procéder à la triangulation des données pour toute suspicion des prestations avec forte pondérations et/ou avec forte utilisation ;
- Accompagner les prestataires de structure sanitaire à la résolution des problèmes identifiés lors de la mission de vérification :
 - Procéder au coaching à chaud des prestataires de soins pendant la vérification ;
 - Elaborer le plan de redressement ;
 - Elaborer le rétro-information écrite ;
 - Transmettre le feedback aux prestataires et aux BCZ.
- S'assurer de la conformité des procédures de paiement de performance :



- Compiler les données des différentes zones de santé ;
- Procéder à l'analyse interne de la cohérence des données ;
- Procéder à l'encodage des données dans la base des données ;
- Préparer la réunion de validation de facture : facture consolidée en Excel (quantité et qualité) ;
- Participer à la réunion de validation ;
- Conduire le processus de paiement de performance
 - Etablir les factures provisoires des paiements de service,
 - Prélever les échantillons pour la vérification communautaire ;
 - Remplir les fiches d'enquête communautaire ;

3. Approvisionner toutes les structures en outils de collecte des données et de prise en charge, énergisants et transports en faveur des survivantes, unités de communication pour les APS et conseillères des safe house

Dans le but de garantir une réponse suffisante, c'est-à-dire : qui s'aligne dans les normes et qui ne nuit pas, les outils de rapportage et de prise en charge sont bien rendu disponible pour que chaque cas aye son dossier bien compléter, bien rapporter et archiver dans l'espace sûr, le survivant ont accès aux services de qualité dans les espaces sûrs, leurs transport est bien garanties et les APS ont les crédits/unités de communications pour garantir un bon suivi des cas jusqu'au déchargement.

A ce sujet, chacune de nos 16 structures de la zone de santé de a reçu un stock des énergisants (jus, biscuit et eau vive), les outils de collecte des données (La fiche de consentement, Le formulaire d'informations générales, Le formulaire d'informations Psychosociales, L'outil RHS-15 de ARQ International, Formulaire d'élaboration du plan d'action personnalisé, Billet de référence et contre référence, Registre psychosocial) et deux cartes de communication mensuelles pour chaque APS.

Parlant des **Résultats attendus pour le transport des survivantes des VSBG;**

A) Frais de transport pour rendre effective la gestion des cas VBG axée sur la survivante :

Les frais de transport des SVS sont disponibles dans chaque one stop center et le nombre des cas de référence de la communauté vers les Centre de santé et l'One stop center augmente.

Les frais de transport des survivants ont été dispatchés selon le degré de fréquentation des patients survivants des violences sexuelles dans les structures parce qu'il y a des structures sanitaires qui



enregistrent plus cas de VBG que les autres structures ; La même situation s'observe au niveau des centres de santé qua dans les hôpitaux généraux.

B) Motiver les survivantes à respecter les rendez-vous et à venir consulter à temps ;

Un(e) patient(e) peut être bénéficiaire de transport un ou plusieurs fois selon la matrice de prise en charge que le thérapeute a tracé qui prévoit les nombres des séances que ce dernier doit terminer pour arriver au déchargement. C'est pour cette raison que sur les fiches de consommation de transport il y a des patient(e)s qui ont consommé le transport deux ou trois fois car ils devaient se présenter pour répondre au rendez-vous.

DIFFICULTES RENCONTREES ET ASSISTANCE REQUISE / SOLUTIONS TROUVEES :

- Le temps imparti pour la réalisation de la vérification dans chaque structure
- Encodage des données envoyées à partir de téléphone, des mauvaises images
-

RÉUSSITES OU LEÇONS APPRIS :

La mission de vérification nous a permis de nous évaluer nous-même en tant que les prestataires de mise en œuvre et découvrir les points forts et faibles des APS pouvant leurs permettre de rehausser leur qualité et être plus performant dans les vérifications à venir. Après cette mission nous avons note tous les points faibles, lesquels fairont l'objet de notre mission de supervision pour leur permettre de bien arranger les choses et être plus performants lors des prochaines vérifications.

COLLABORATION/COORDINATION AVEC LES AUTRES PARTENAIRES :

- Le Médecin Chef de Zone :
- Les IT et les APS
- Ainsi que tous les agents des structures concernées
-

Nous avons organisées différentes rencontres avec les différentes couches ci-hauts citées pour leur parler :

- Mission de vérification
- Avec les Infirmiers Titulaires et APS pour récolter les données et consolider les rapports



Hope of life DRC

80

Fait à Bukavu ce 31/12/2023

Roger AMULI CHUMA

Coordonnateur Général

S